

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Congrès de la C. G. T. (*Varine*). — Lettre de Russie (*Raymond Lefebvre*). — Un Message des Syndicats russes aux Syndicats français. — L'Internationale Communiste (*Stackelberg*). — La Fondation de la 1^{re} Internationale (*N. Riazanov*). — La Question Pologne-Allemande (*Philipp* Price).

Qu'advient-il de l'Allemagne (*Marchlewsky*). — Les Unions professionnelles et la Contre-Révolution en Hongrie (*Roudniansky*). — Chronique Internationale : Ukraine (*Piddubny*). — Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. — Conservation de la santé en Russie soviétique (*Semachko*). — Divers.

AU CONGRÈS DE LA C. G. T.

Le Congrès Confédéral d'Orléans a comporté, comme seul véritable intérêt, le dénombrement des forces en présence. Les politiciens retors qui dirigent la C. G. T. se sont efforcés d'abaisser le niveau des débats, et ils y sont parvenus. La minorité, privée de trois de ses interprètes les plus qualifiés : Monatte, Lorient et Monmousseau, emprisonnés, manquant de cohésion et de discipline, a cependant dignement combattu, sans pouvoir imprimer à la discussion l'orientation qu'elle devait avoir. Quant au résultat des votes, il est le fruit, non des délibérations du Congrès, mais de la propagande faite dans l'intervalle de Lyon à Orléans par les minorités révolutionnaires dans les syndicats.

Une centaine de syndicats environ se sont joints à la fraction minoritaire. Il ne faut ni surestimer, ni sous-estimer l'importance de ce gain. Rappelons-nous dans quelles conditions il a été acquis. Il y a trois mois, tous les principaux militants de la minorité étaient en prison ou contraints de se cacher. A la faveur de la répression gouvernementale, les majoritaires avaient reconquis la direction des syndicats de plusieurs réseaux ferroviaires. La minorité était décimée sous les coups du pouvoir bourgeois. Dans l'espérance de l'achever,

la majorité déversait sur la fraction adverse un flot de calomnies. La minorité semblait brisée pour longtemps... En quelques semaines seulement, les militants se sont ressaisis et ont vigoureusement remonté le courant. Au Congrès des cheminots, la gauche regroupait les voix de 116.000 syndiqués. Dans l'agglomération parisienne, la majorité des syndicats s'est rangée sous le drapeau des révolutionnaires. Et le Congrès d'Orléans, bien loin de marquer un recul de la minorité, a révélé un accroissement de ses forces. Cette croissance ne sera d'ailleurs pleinement appréciée qu'avec la publication détaillée des votes et l'évaluation des effectifs représentés par les deux fractions. Or, cette statistique ne pourra qu'accuser davantage les progrès de la minorité, qui comprend d'importants syndicats des cheminots, des métaux, du bâtiment, etc.

Il est singulier de constater que toute la presse capitaliste, au lendemain du vote, a retenti de cris de triomphe, comme si la minorité avait sérieusement menacé la majorité. La vérité est que les minoritaires espéraient obtenir environ 700 voix, et ils n'ont pas été déçus. Les éloges décernés à Jouhaux et Merheim par la presse contre-révolutionnaire, depuis le *Gaulois* jusqu'au *Populaire*, prouvent

seulement que les majoritaires défendent le capitalisme, et que l'inquiétude a régné dans le camp bourgeois jusqu'au premier scrutin. Pour les révolutionnaires, il n'est pas de meilleurs encouragements. Les articles d'Alfred Capus, de Gustave Hervé, de Dulot, etc., chantant les louanges des majoritaires, ont été si maladroits que la presse capitaliste, obéissant à un mot d'ordre, a soudainement changé de ton pour affirmer que, réflexion faite, les majoritaires sont des révolutionnaires beaucoup plus dangereux que les minoritaires... Personne n'est dupe de ce revirement du plus haut comique.

Les commentaires des « vainqueurs » eux-mêmes montrent combien les dirigeants de la C. G. T. ont tremblé pour leurs places. Incapables même de dissimuler leurs préoccupations mesquines, leur souci de sordides intérêts, ils ont, à la tribune du Congrès comme dans leurs journaux, donné la mesure de leur dévouement à la cause prolétarienne. Leur verbiage de réunion publique, leurs polémiques vulgaires et basses, leurs paroles auto-apologétiques, témoignent de leur incapacité de formuler une doctrine légitimant leurs actes passés et justifiant leur politique présente et future. Le concours que leur apportent le *Populaire* et la *France Libre*, ainsi que la grande presse capitaliste, ne relèvera pas leur prestige irrémédiablement déclinant.

Il reste à la minorité de tirer profit des enseignements de la lutte qu'elle a courageusement soutenue. Nous avons dit qu'il ne faut pas surestimer ses progrès. Aussi, après avoir montré la valeur réelle des résultats qu'elle a obtenus, nous devons reconnaître qu'elle doit prétendre à faire plus et mieux que ce qu'elle a fait jusqu'ici. Le mal dont souffre en premier lieu la minorité est la diversité des conceptions qu'elle juxtapose. Il importe que la fraction minoritaire unifie ses principes pour dresser un programme doctrinal cohérent et solide. Nous n'ignorons pas que la formation historique des courants d'idées qui composent aujourd'hui la tendance syndicaliste révolutionnaire ne facilite pas la fusion de ces courants. Anarchistes, syndicalistes-révolutionnaires, socialistes marxistes, sont cependant rapprochés depuis que la Révolution bolchevique, cette grande unificatrice des forces révolutionnaires mondiales, a fait par son exemple la plus éloquente des démonstrations doctrinales. Tous les révolutionnaires qui comprennent la nécessité de la prise du pou-

voir politique par le prolétariat, de la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois et la création d'un Etat prolétarien, de l'instauration de la dictature prolétarienne, peuvent et doivent s'unir en adoptant la charte de la III^e Internationale. Forte d'une arme trempée aux épreuves de l'expérience révolutionnaire, la minorité, délivrée des dissensions intestines, pourra se livrer à une propagande féconde, qui lui assurera, dans un bref délai, la direction du mouvement ouvrier.

La minorité syndicale, comme la minorité socialiste, et comme toutes les fractions qui, dans tous les pays, sont entrées en lutte contre les états-majors syndicaux et socialistes devenus conservateurs de l'ordre bourgeois, souffre aussi de la faiblesse de ses cadres. Une des tâches essentielles des minoritaires des syndicats, comme de ceux du Parti socialiste, est de former des militants, d'encourager et d'éduquer la jeune génération ouvrière dans les rangs de laquelle la Révolution sociale doit trouver ses meilleurs défenseurs.

Enfin, la propagande de la minorité ne peut plus être laissée aux initiatives spontanées de quelques militants de bonne volonté ; elle doit être organisée avec méthode et s'exercer systématiquement suivant un plan d'ensemble qui ne peut être tracé que par un organisme central. Celui-ci, concentrant tous les éléments de la propagande : renseignements généraux, statistiques, hommes de confiance, orateurs, journaux, tracts, brochures, etc., doit donner l'impulsion qui se répercutera dans chaque syndicat, et coordonner les efforts de toutes les initiatives locales heureuses. Une telle organisation n'est pas au-dessus des moyens de la minorité, qui n'acquerra qu'à ce prix la capacité de direction de tout l'appareil confédéral.

En dépit des chants de victoire des contre-révolutionnaires, le Congrès d'Orléans est une étape importante dans l'évolution de la C.G.T. vers la III^e Internationale, vers la lutte de classes sans compromission ni défaillance, vers la tactique franchement révolutionnaire. La minorité grandit, se fortifie, et, ce qui est mieux encore, prend conscience de ses faiblesses et de sa force. Le processus historique des événements, la crise économique mondiale, en acculant le réformisme à la faillite, hâteront l'avènement de la fraction syndicaliste révolutionnaire et communiste à la direction du mouvement ouvrier français.

VARINE.

Lettre de Russie par Raymond LEFEBVRE

Je viens de passer une heure assez pénible et vraiment humiliante, à lire des journaux français.. Quelle pauvreté! Quelles aigreurs médiocres, quel sentimentalisme grêle et faux, quelle indigence de documentation, et, chez quelques-uns des meilleurs écrivains socialistes, quelle candide ignorance de doctrine.. comparée à la solidité claire de la littérature communiste qu'on lit ici, quelle petite littérature socialiste de combinaisons, de marchandages... Et comme on comprend la sévérité brutale du langage de Lénine disant à Cachin que pendant tout le long de la grève de mai, les seuls passages des journaux socialistes français qu'il ait lus avec quelque plaisir étaient les souscriptions des ouvriers, des paysans, des soldats français, mais qu'il se demandait dans quelle mesure ces journaux avaient justifié l'élan de confiance des prolétaires envoyant leur obole au nom du Communisme internationaliste..

En vérité, la faute de tout cela n'est pas aux hommes. Il y a plus grave, il y a pis que cela, il y a que l'atmosphère communiste, elle-même, manque. Nous devons presque tout commencer par le commencement et sans nous dissimuler l'immensité de la tâche, ses aspérités... Ah ! quel écart entre l'inquiète modestie qu'un révolutionnaire français se sent au cœur, ici, au spectacle de tout ce que suppose d'ordre et de génie une Révolution sociale... et la candide certitude de camarades comme Verfeuil, écrivant qu'ils entrent dans la 3^e Internationale pour y amener la doctrine du Communisme russe au nom de la tradition socialiste française. Le voyage de Russie, seul, peut faire entrevoir à un révolutionnaire de chez nous, l'énormité de notre insuffisance actuelle et l'obligation où nous sommes de laisser là, sans délai, une tradition de phraséologie sonore et biaiseuse, pour inaugurer une ère d'action et de préparation à l'action.

Car, ce qui distingue jusqu'ici le Parti Socialiste français, c'est son imprévoyance systématique et son inertie. A part quelques meetings, son action est nulle. Son organisation même lui interdit le moindre geste. Et la présence d'un état-major d'hommes politiques, démocrates, contre-révolutionnaires écartant de lui un fort élément ouvrier communiste, le Parti n'a même pas, avec la fraction révolutionnaire du syndicalisme, les relations étroites, constantes, directes, sans lesquelles il n'est rien. Cette unité, dont certains de ses militants sont si fiers, n'existe pas.

Le prolétariat français, ces masses ardentes et tenaces qui se sont dressées en mai et qui, laissées à elles-mêmes, sans guides, sans doctrine, sont retombées dans la défaite, attendent impatiemment que naisse le Parti vraiment unifié qui, pur de tout alliage démocratique petit-bourgeois, groupera ceux (et ceux-là seuls) qui travaillent à la destruction du régime actuel, à son renversement par la violence, au triomphe de la dictature du prolétariat élaborant dans la guerre civile un Communisme autoritaire, prélude du Communisme international litéré.

Et qu'on ne vienne pas, à propos de tout, objecter qu'entre la Russie et la France il y a des différences économiques, politiques, culturelles qui interdisent la moindre assimilation. Bien sûr que ces différences sont profondes ! Je m'en aperçois mieux encore que ceux qui ne sont pas sortis de France de leur vie. Mais ces différences ne portent pas sur tout. Elles ne portent pas sur la doctrine communiste dans son essence, qui est internationale. Et parfois, elles ne font que donner une force de plus à l'exemple, à l'expérience russes. Bien souvent elles jouent le rôle d'un *a fortiori*.

Au surplus, commençons par créer un commencement de vie révolutionnaire organisée, chez nous, un noyau. Plus tard nous en viendrons aux nuances. Créons d'abord la base, l'essentiel. D'un Parti purement électoral et manœuvrier, faisons un Parti d'action de cadres, d'action de masses et d'éducation doctrinale. A chacun sa besogne : que ceux d'entre les membres actuels du Parti Socialiste qui veulent se borner à l'action parlementaire, à l'action légale, aillent retrouver les républicains bourgeois de gauche et reprendre la grande tradition du Bloc. « Ces gens-là, me disait tout à l'heure Lénine, en une formule excellente (et il s'agissait du centre, ainsi que de la droite socialiste), ces gens, s'ils ne valent plus rien comme révolutionnaires, peuvent encore valoir quelque chose comme bourgeois. »

Quant à ceux qui veulent, par l'action légale et illégale, préparer, organiser et faire la Révolution communiste, qu'ils fassent de ce qui fut le Parti Socialiste français, un Parti Communiste. Il faut que ce soit là l'œuvre du prochain Congrès. Le prolétariat français n'est pas seul à l'attendre anxieusement. L'immense masse ouvrière et paysanne de Russie le guette venir. Je reviens d'un long voyage éblouissant à travers la Russie du Sud et l'Ukraine. Partout, dans tous les villages, dans toutes les villes, des foules humaines formidables venaient acclamer la Révolution internationale et nous dire que malgré leurs souffrances, leurs privations et l'épouvante quotidienne de l'épidémie, de la guerre civile, de la guerre impérialiste, le peuple russe ne lâcherait sa musette à grenades qu'après le triomphe mondial du Communisme et que, s'il réclame du peuple français une action directe de masses contre la politique orientale du gouvernement bourgeois français, c'est moins encore dans son intérêt même, à lui, peuple russe, grandi dans la force souveraine de sa souffrance et de sa foi, que dans notre intérêt à nous, peuple avili sous la victoire de ses maîtres et creusé lentement par cette avilissante misère faite de luxe, de vice et de trahison.

Ici, malgré le blocus, malgré la guerre, toute chose s'organise, se prépare, on jette les fondations d'une puissance.

En France, tout se pourrait dans l'imprévoyance et dans la concussion, tout, et jusqu'à la force prolétarienne

L'heure a déjà sonné d'un Parti d'action.

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



Un Message des Syndicats Russes aux Syndicats Français

Camarades,

Permettez-nous d'abord de vous remercier pour l'hospitalité que la France républicaine et démocratique nous a donnée, à nous, représentants de cinq millions de travailleurs organisés de Russie. Vous êtes une partie de cette France démocratique et républicaine (du moins, beaucoup d'entre vous le disent, depuis 1914), et c'est pourquoi notre reconnaissance s'adresse aussi à vous.

Les Syndicats russes ont choisi leurs délégués pour qu'ils entrent en contact direct avec les organisations ouvrières de l'Europe occidentale, et leur racontent la grande lutte et les grandes souffrances des travailleurs russes. L'on nous a envoyés pour que nous vous disions la vérité sur la Russie et pour que, d'autre part, nous nous renseignions sur votre vie et vos luttes. En partant pour l'Europe occidentale, nous savions que nous allions y trouver une réaction effrénée et que les gouvernements feraient, de leur côté, tout le possible pour empêcher le contact direct entre les ouvriers de Russie et ceux de l'Europe occidentale, mais nous étions persuadés que les prolétaires des pays dits civilisés avaient assez de force, de développement et de maturité pour résoudre, en dépit des gouvernements, la question de savoir s'il fallait ou non recevoir leurs frères de combat et de servitude.

Quand l'Angleterre constitutionnelle nous refusa le visa de nos passeports et que le consul britannique de Christiania nous déclara que si nous étions des commerçants ou des représentants d'établissements financiers, il nous aurait évidemment donné l'autorisation, nous nous rappelâmes immédiatement qu'il existe encore en Europe, l'héritier des principes de la grande Révolution française, le pays de la démocratie, le grand champion du droit, qui a, comme chacun sait, sauvé l'humanité du militarisme et dressé sur les ruines de l'impérialisme allemand une paix juste, honnête, durable, et basée sur le Droit. Le pays qui a connu de si grands ancêtres et quatre révolutions, le pays où tous les hommes d'Etat parlent jour et

nuit de liberté, de démocratie, de civilisation, le pays où même les industriels, les financiers et les boursiers ne peuvent parler sans l'armes dans la voix de Danton et de Robespierre, un tel pays donnerait évidemment l'autorisation aux représentants des masses ouvrières de Russie.

Et c'était naturel ! Qui, plus que vos journaux, brûle du désir de dire la vérité sur la Russie ? Qui, plus que les champions du Droit, est intéressé à ce que la situation de la Russie soit éclairée de la façon la plus juste ?

France blanche et Russie rouge

Nous n'avons reçu encore aucune réponse officielle, mais nous avons appris que le président du Conseil des ministres de France, avocat par conviction, avait répondu que, d'accord avec Lloyd George, il avait été décidé de ne nous laisser entrer ni en Angleterre, ni en France. Nous ne formulons aucune plainte contre M. Millerand, mais nous présentons notre réclamation à vous, travailleurs de France. Nous vous demandons : Savez-vous qu'à Paris et dans toute la France vivent des généraux russes de toutes couleurs, des contre-révolutionnaires russes, des spéculateurs, des aristocrates titrés qui ont fait de Paris un nouveau Coblenz ? Savez-vous qu'à Paris a vécu jusqu'à ces derniers temps Maklakoff, qui se dit l'envoyé de la Russie, non de cette Russie qui a des frontières territoriales définies, mais de la Russie extra-territoriale, qui assiège les portes des antichambres ministérielles et supplie que l'on défende ses biens, meubles et immeubles ? Savez-vous que tous ces conspirateurs, non seulement ont le droit d'entrer en France, mais reçoivent encore des subsides du gouvernement français ? Pour nous, nous sommes absolument certains que l'argent donné à la contre-révolution russe n'est pas pris dans la poche du peuple, car le peuple français mériterait la condamnation la plus sévère s'il permettait qu'on dissipât cet argent pour cela, mais qu'il est pris sur les ressources personnelles de Messieurs les ministres français, et cependant...

Savez-vous que le gouvernement de la France

démocratique, cet ami de la liberté, fait tout ce qu'il peut, depuis trois ans, en accord avec tous les déchets de la Russie, pour écraser le prolétariat russe ? Savez-vous que tous les mouvements contre-révolutionnaires, les révoltes, les attentats pour faire sauter les lignes de chemins de fer et les ponts, que tout cela a été fait avec l'aide de l'argent et des officiers de la France républicaine ? Savez-vous que le drapeau de la réaction internationale, arraché des mains du tsarisme, a été relevé par la France, dont les représentants ne se distinguent de ceux de la Russie tsariste que parce qu'en fusillant les travailleurs ils invoquent les principes de la grande Révolution française, tandis que nos généraux noirs et blancs invoquaient Dieu et le Tsar ? Savez-vous, enfin, que ce travail « civilisateur » de votre gouvernement coûte à la Russie quelques centaines de milliers de vies de travailleurs ?

Evidemment, vous savez tout cela. Mais si vous le savez, qu'avez-vous fait pour maltraiter le nouveau gendarme international et l'assassin de la liberté ? Qu'avez-vous fait pour mettre aux fers votre bourgeoisie déchaînée ? Qu'avez-vous fait, enfin, pour alléger les terribles souffrances du prolétariat russe, qui lutte seul et seul, contre toutes les forces du monde capitaliste ? Travailleurs, prolétaires de France, qu'avez-vous fait ?

Révolution bourgeoise ou Révolution sociale ?

Réfléchissez, mettez-vous à notre place. En mars 1917, le prolétariat russe, épuisé par la guerre et par la famine, a renversé le tsarisme, mais immédiatement après la Révolution, il est apparu que le changement n'était qu'à la surface, que seule la forme politique était modifiée, mais que le système social, basé sur la propriété privée et l'exploitation, était resté. La bourgeoisie russe voulait faire avec nous ce qu'a fait la bourgeoisie française en 1789, 1830 et 1848 ; elle voulait faire crouler l'ancien régime et briser les chaînes du tsarisme par les travailleurs, et qu'ensuite ceux-ci appellent les bourgeois sages, intelligents, bien élevés et bien pensants, et leur disent : « Nous sommes de simples ouvriers, nous ne savons que donner notre vie pour notre idéal ; nous ne savons que mourir sur les barricades et nous battre avec nos mains nues contre les forces armées du tsarisme ; mais, nous ne savons pas diriger l'Etat et profiter des fruits de la victoire. Venez et dirigez-nous. »

Ce fut ainsi pendant les huit premiers mois. Des hommes, se disant socialistes, assuraient que la classe ouvrière ne doit pas gouverner sans bourgeoisie, que seule la bourgeoisie peut sortir le pays de la décomposition économique commençante, que seule la coalition des travailleurs avec leurs exploités peut mener à la victoire de la Révolution. La bourgeoisie russe permettait à ces bavards de pérorer, tandis qu'elle s'organisait fiévreusement pour régler son affaire avec les ouvriers « à la mode de Versailles ». Dans la classe ouvrière, dès les premiers jours de la Révolution, l'inquiétude et la haine montaient et elle se demandait : « Comment ! nous avons versé notre

sang pour que soient au pouvoir MM. Milioukof, Goutchkoff, Tretiakof, Smirnof et autres représentants patentés de la bourgeoisie russe ? Nous avons fait la Révolution et notre situation économique restera ce qu'elle était auparavant ? Cela ne peut pas être. »

Et l'armée épuisée disait la même chose, l'armée que le gouvernement de la coalition forçait de faire la guerre ; et les paysans aussi disaient la même chose, eux qui attendaient de la Révolution la terre et qui ne recevaient que des promesses du gouvernement de coalition. La Révolution posait donc à la classe ouvrière de Russie cette question : « Qui sera le maître de ce grand pays, l'exploiteur ou l'exploité ? » En octobre 1917, la classe ouvrière de Russie, soutenue par l'armée et les larges couches paysannes, répondit : « Dès aujourd'hui le maître de la Russie sera celui qui travaille, et personne de plus. »

La Révolution d'octobre en Russie est aussi bien l'œuvre des syndicats que l'œuvre du Parti communiste et des Soviets. Les syndicats de Russie n'ont pas seulement aidé la Révolution, ils l'ont faite ; ils ont été un des facteurs les plus importants de la victoire du prolétariat. Mais, depuis que le prolétariat russe a brisé les chaînes du capitalisme, il est devenu un épouvantail pour les exploités de tous les pays. Les travailleurs russes furent mis hors la loi, et le monde entier, de Londres à Buenos-Ayres, de San-Francisco à Christiania, de Paris à Tokio, s'arma contre nous. Le travailleur russe fut décrété l'ennemi du genre humain, et la Russie, un repaire de bandits et d'éventreurs. Il n'y a pas de saleté, il n'y a pas de calomnie, il n'y a pas de mensonge qu'on n'ait versé sur la tête des travailleurs russes, parce qu'ils avaient osé lever une main sacrilège contre le principe de l'exploitation capitaliste. Et dans ce chœur des voix hostiles au socialisme, on entend le glapissement de gens qui se disent chefs des syndicats ouvriers. Quelle touchante union ! D'un côté, des exploités invétérés, expérimentés, les rois du coton, du fer et de l'acier, et la presse bourgeoise vendue en gros et en détail, et de l'autre côté, des socialistes et des syndicalistes, dont chaque mot est relevé par toute la presse jaune. Et ces gens sortis du milieu ouvrier ne se sont pas demandé, une seule fois, pourquoi chacun de leurs mots contre la Russie des Soviets plaît tant au goût de la presse bourgeoise, pourquoi eux-mêmes, que l'on considérait il y a quelques années comme des bandits, semblables aux bolcheviks russes, pourquoi ils sont maintenant bien notés, pourquoi on loue leurs déclarations, pourquoi on leur tape l'épaule d'un geste protecteur, pourquoi les ennemis jurés de la classe ouvrière les complimentent avec une aménité charmante quand, pour la cent et unième fois, ils se mettent à répéter et à colporter des légendes sur les crimes des bolcheviks.

Les Basiles de la contre-révolution

Pourquoi en est-il ainsi ? La chose est extrêmement simple. Il s'agit d'écraser la Révolution sociale en Russie, afin qu'elle n'éveille pas les instincts de libération sociale profondément enfouis

dans les masses prolétariennes. La victoire sur la bourgeoisie dans un pays prouve qu'elle n'est pas invincible, mais les intérêts de la bourgeoisie exigent que dans la conscience de chaque ouvrier, de chaque travailleur, il soit gravé en lettres de feu que le régime actuel est quelque chose d'immuable, d'inébranlable, d'éternel, et que la classe ouvrière ne représente rien, n'est qu'une poussière humaine sans la bourgeoisie. L'école, l'église, la littérature, la science, la presse, toute la culture bourgeoise, tout est organisé pour inculquer dans les cerveaux des travailleurs l'idée que les intérêts de la classe ouvrière exigent la défense de l'ordre bourgeois et du système d'exploitation de l'homme par l'homme. Et voilà que soudain on trouve un pays où les ouvriers et les paysans enlèvent les fabriques et les usines aux industriels et la terre aux propriétaires fonciers ; où ils exproprient les banques, les hôtels luxueux et transforment tout cela en propriété collective ; où ils proclament le principe « *qui ne travaille pas ne mange pas* », et où l'on fusille les parasites et les profiteurs de toute espèce quand ils se révoltent contre les travailleurs. Comment ? fusiller des bourgeois, des tsars, des princes et des spéculateurs, fusiller des généraux, c'est une chose inouïe ! L'histoire a établi comme un fait immuable qu'on peut fusiller seulement des ouvriers. L'ouvrier, comme chacun sait, aime à être fusillé. Il faut arrêter cette contagion, il faut entourer ce pays d'un cercle de fer, pousser à la famine et à la misère les masses ouvrières, désorganiser, grâce à des soulèvements et à des attaques continuelles, la production, et dire alors au prolétariat : « Voyez quels sont les résultats de la Révolution sociale, voyez où mènent les tentatives de se débarrasser des classes dirigeantes ! »

Et, cependant, l'on trouve des crétins qui, ne comprenant pas le mécanisme de la lutte sociale, font écho à la bourgeoisie quand elle crie en toutes langues au banditisme du prolétariat russe. Mais, camarades, est-ce que vos communards n'ont pas été qualifiés de bandits, d'incendiaires, de brigands, de destructeurs insensés des lois divines et humaines ? Est-ce que les claires figures de vos héros de 1871 ne sont pas souillées par les sales calomnies et les mensonges cyniques ? Est-ce que les valets de plume n'ont pas écrit que toutes les femmes qui ont pris part à la Commune étaient des prostituées et que la Commune n'était que débauche effrénée et pure démente ? Est-ce que la claire mémoire des communards, qui nous sont chers à tous, n'est pas inondée de la boue de soi-disant historiens ? Vous, ouvriers français, vous qui avez perdu pendant la semaine sanglante de Mai 71, 30.000 vies prolétariennes sous les salves des Versaillais insatiables, vous devez comprendre ce que valent toutes ces accusations.

Que diriez-vous si je ne sais quel socialiste ou chef de syndicat écrivait que, si la population parisienne a souffert de la famine sous la Commune, si les femmes attendaient des heures dans la rue pour avoir du pain, si les enfants mouraient de faim et si la population se nourrissait de rats et de toutes sortes de détritus, que si les fabriques se fermaient, c'était la faute des communards et non des Versaillais et des Prussiens qui encer-

claient de toutes parts le peuple parisien révolté, — dites, que diriez-vous ? Vous diriez que ce sont ou des crétins finis ou des vendus. Eh bien, comment qualifier ces socialistes et syndicalistes qui se tournent vers vous et vous disent : « Voyez, les ouvriers russes meurent de faim ; les fabriques sont mal organisées ; en Russie, il n'y a pas assez de charbon, de pétrole, de coton et de produits indispensables ; la population urbaine est épuisée, et tout cela c'est la faute des ouvriers russes, c'est la faute des bolcheviks. »

Bolcheviks et classe ouvrière

Evidemment, on peut vous dire que la classe ouvrière n'y est pour rien, que les coupables de tout sont les bolcheviks malfaisants et pernicious, mais il n'y a que les enfants à la mamelle qui puissent opposer le bolchevisme à la classe ouvrière ; comme si le gouvernement des Soviets pouvait exister, ne fût-ce qu'un jour, s'il ne traduisait pas les intérêts vitaux les plus profonds des larges masses ouvrières. Comment appeler ces gens qui ne voient pas que depuis trois ans, le prolétariat russe répand son sang dans la lutte contre toutes les forces du régime capitaliste bourgeois ? Comment appeler ces gens qui ont l'air de ne pas savoir que l'on a coupé de la Russie soviétiste l'Ukraine avec son blé, le bassin du Donetz avec son charbon et son minerai, Bakou avec son naphthe, la Sibérie, Arkhangel et par deux fois tout le cours du Volga ? Comment appeler ces gens qui rejettent la responsabilité des conséquences funestes du blocus de la Russie sur le prolétariat russe, lequel a souffert le plus de ce blocus même ? Nous ne donnerons aucune épithète à ceux qui plantent le couteau dans le dos du prolétariat et de la Révolution russe. Vous le ferez vous-mêmes ; votre instinct, votre conscience de classe vous aideront à flétrir de votre mépris tous ceux qui jettent de la boue sur le prolétariat russe baignant dans son sang.

*Camarades délégués,
Travailleurs de France !*

Le prolétariat russe est déjà depuis trois ans aux avant-postes ; il envoie bataillons sur bataillons vers tous les fronts pour lutter contre les oppresseurs internationaux. Il les envoie parce qu'il veut consolider ses conquêtes, parce qu'il sait combien de centaines de milliers de victimes parmi les travailleurs coûterait l'écrasement de la Russie soviétiste ; il sait que l'aide de ses frères de classe viendra et il porte seul sur ses épaules tout le poids de la lutte ; il croit dans la solidarité internationale du prolétariat, mais il n'a absolument aucune confiance dans ces gens qui, pendant de longues années de guerre, ont trahi les ouvriers dans le cadre national et ont ensuite créé entre eux une fédération internationale afin de régenter et de trahir les intérêts de la classe ouvrière dans le cadre international.

Une Internationale révolutionnaire

Voilà pourquoi s'est dressé contre l'Internationale syndicale d'Amsterdam le Soviet international des syndicats révolutionnaires qui pose aux ouvriers organisés de tous les pays la question de la révolution sociale et de la dictature du prolé-

tariat. La classe ouvrière ne peut avoir foi en ceux qui vont et viennent autour de la Ligue des Nations, organisatrice de pillages, car les gens qui ont créé avec les exploités le Bureau international du travail sont les ennemis les plus terribles de la classe ouvrière.

La Révolution russe et le prolétariat russe n'attendent rien d'eux, car ils sont de l'autre côté de la barricade.

Mais vous, travailleurs de France, permettez-vous que la Russie des Soviets soit écrasée comme la Hongrie soviétiste ? Permettez-vous que des centaines de milliers de prolétaires russes tombent victimes d'une réaction déchaînée ? Par les événements de Hongrie, nous pouvons nous imaginer ce qui arriverait si en Russie s'établissait, à l'aide des impérialistes étrangers, la dictature de la réaction des bourgeois et des propriétaires russes.

Si la Russie des Soviets était écrasée (mais nous sommes sûrs que nous ne ferons pas ce plaisir au capital international), les champs et les plaines russes seraient arrosés du sang de centaines de milliers de prolétaires torturés, tandis qu'alors, même ceux d'entre vous qui nous ont insultés pendant notre vie, voteraient pour nous des résolutions de sympathie et s'indigneraient platoniquement, comme ils le font pour la Hongrie, des atrocités de la réaction triomphante.

Nous vous remercions à l'avance d'une telle sympathie. Quand nous serons dans l'autre monde, nous n'aurons plus besoin de votre sympathie. Ce qu'il nous faut, c'est non une sympathie platonique pour l'avenir, mais un secours vivant, actif, énergique, à l'instant même, si du moins dans vos veines coule un sang prolétarien, et non une eau empoisonnée par le venin de la bourgeoisie.

Travailleurs de France !

Nous ne vous demandons rien, nous vous déclarons seulement que le jour de l'écrasement de la Russie soviétiste serait le jour de votre écrasement le jour du grand deuil du prolétariat international.

Nous vous déclarons que les ouvriers de Russie se battront jusqu'à leur dernière goutte de sang, que le fusil en main, nous tous, jusqu'au dernier, nous resterons sur les fronts intérieurs et extérieurs et nous ne nous rendrons pas à la bourgeoisie russe et internationale, quelle que soit l'assistance que votre gouvernement « démocratique » donne à Wrangel, quels que soient les efforts qu'il fera pour réaliser sur le dos du peuple russe les principes de Versailles. Et si la faim et le froid doivent augmenter, si nous devons encore résister seuls pendant de longs mois à l'agression de tous les chiens en laisse de l'Entente, nous tiendrons plus fortement notre fusil dans nos mains, nous serverons plus étroitement nos rangs, et nous nous battons jusqu'au bout contre la bourgeoisie. *La Victoire ou la Mort !*

Travailleurs de France !

Le vieux monde s'écroule sous vos yeux, et dans le sein de l'humanité ensanglantée se dessinent les contours d'une ère nouvelle. La lutte sociale prend des proportions inouïes ; la bourgeoisie, surtout la vôtre, devient chaque jour plus insolente, car elle comprend, mieux que les masses ouvrières, les évé-

nements qui approchent. De nous-mêmes, de notre conscience, de notre volonté révolutionnaire dépend le rapprochement de l'heure de la victoire du Travail sur le Capital. Une magnifique aurore se lève sur l'humanité souffrante et épuisée. L'expérience de la Russie soviétiste a prouvé que la bourgeoisie peut être vaincue ; il suffit que les travailleurs aillent droit devant eux, sans peur et les rangs serrés, vers le but final.

Salut à vous, prolétaires de France ! Rappelez-vous les grands exemples de votre propre histoire. En avant avec le prolétariat russe, et que notre mot d'ordre soit : *La Victoire ou la Mort !*

La délégation des Syndicats russes :

- S. DRIDZO-LOZOVSKI, membre du Bureau du Conseil panrusse des Syndicats ;
- F. SERGUIEV, membre du Comité central de l'Union panrusse des Ouvriers des Transports ;
- N. ANZELOVITCH, président du Conseil des Syndicats de Petrograd ;
- A. KISSELER, président du Comité central du Syndicat des Mineurs ;
- N. LEBEDEV, membre du Comité central du Syndicat des Textiles ;
- A. LAVRENTIEV, membre du Comité central du Syndicat des Métallurgistes ;
- N. ANTOCHKINE, membre du Comité central du Syndicat des Employés.



Kertjenzev

Les Alliés et la Russie

Précieuse contribution à l'histoire contemporaine, ce livre contient l'exposé véridique des relations entre la Russie et les Alliés, depuis l'alliance franco-russe jusqu'à la guerre impérialiste menée par la France capitaliste et ses complices contre la révolution prolétarienne russe. Les historiens bourgeois seraient fort embarrassés de répondre à ce livre, véritable réquisitoire contre l'impérialisme.

Un volume in-16. Prix..... 3 francs

Envoi franco contre le montant adressé à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

La Vie Ouvrière

Parait tous les vendredis

Hebdomadaire

L'Internationale Communiste

Contre le régime capitaliste qui conduit l'humanité à la ruine et à la famine, et contre la Guerre dont nous sommes de nouveau menacés, et qui sera à celle de 1914-1918 ce que cette dernière a été à la guerre de 1870, il faut que, dès maintenant, le prolétariat du monde entier, sans distinction de nationalité et de race, se lève pour rejoindre l'Internationale Communiste.

Tous les partis de la Démocratie petite-bourgeoise, dite socialiste, qui constituent la 2^e Internationale ont trahi les espérances que le Prolétariat avait fondées sur eux, et sont passés avec armes et bagages dans le camp ennemi.

C'est le cas des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires en Russie, de Branting, ministre de roi et de ses amis en Suède, des socialistes-majoritaires et de l'aile droite des indépendants en Allemagne, de Vandervelde, également ministre de roi et de la très grande majorité des socialistes belges, des socialistes majoritaires et d'un grand nombre de minoritaires en France.

Et pourtant, tous les programmes socialistes affirment, à l'instar de l'article premier des statuts du P. S. U. de France que le parti socialiste n'est pas un parti de réformes, mais de *lutte de classes et de Révolution sociale* qui poursuit, par l'expropriation capitaliste et la socialisation des instruments de production et d'échange, l'instauration de la société communiste.

En opposition absolue avec cette déclaration, la tactique de *défense nationale et d'union sacrée* avec la bourgeoisie, pratiquée, pendant les trois premières années de guerre, par les partis socialistes officiels, constitue une véritable trahison du Socialisme et de la Révolution.

Seuls les bolcheviks, les socialistes, dits officiels, de l'Italie et des groupements communistes disséminés et encore insuffisamment organisés de l'Europe et de l'Amérique sont restés fidèles à la tradition socialiste en se conformant à l'esprit du célèbre manifeste de Marx et d'Engels : le prolétariat n'a pas de patrie, il n'a à perdre que ses chaînes et sa patrie, qui est la patrie communiste universelle, est encore à conquérir de haute lutte !

Contrairement aux anarchistes qui voient dans l'autorité la source de tous les maux, pour les communistes révolutionnaires que nous sommes, la base de l'injustice du mal est dans le Régime de la Propriété privée, créateur d'antagonisme et d'autorité, c'est-à-dire de misère et de domination de l'homme sur l'homme. Avec la science exacte, athée, matérialiste et moniste, le Communisme est essentiellement unitaire et il n'établit aucune cloison entre le corps et la pensée, la structure matérielle de la société et la morale

Pour la philosophie unitaire, la nature et l'humanité sont une et l'émancipation économique et intellectuelle vont de pair.

C'est de ces principes et de ces données que

l'inspire l'Internationale Communiste pour laquelle le but n'est pas de changer le vrai par du nouveau, mais de le constater comme le disait Marat, par une application toujours plus radicale. L'Internationale Communiste est le gage de la victoire du Prolétariat et de l'émancipation de l'humanité surtout :

1^o Parce qu'elle place, en se conformant à l'évolution de la production elle-même, l'UNITÉ prolétarienne au-dessus de la patrie, devenue un obstacle et qu'elle estime que les patries nationalistes et racistes sont appelées, pour le plus grand bien de tous, à être absorbées dans l'unité humaine comme les anciennes provinces françaises se sont fondues dans la grande République une et indivisible de 1793 ;

2^o Parce que, ennemie des fictions juridiques et hypocrites de la morale bourgeoise, elle veut réaliser la liberté avec l'égalité de droit et de position de l'homme et de la femme et assurer, par la socialisation de l'Éducation, le bien-être et l'instruction de tous les enfants sans distinction d'origine ;

3^o Parce qu'elle remplace, en attendant la suppression totale de l'État et des classes, le parlementarisme bourgeois, ce mode d'escamotage périodique de la Révolution, par l'institution des Soviets ou Conseils ouvriers, forme organique et militante de l'action directe des masses populaires ;

4^o Parce que, enfin, une trop longue expérience a prouvé qu'il ne saurait y avoir République ou Démocratie vraie sans EGALITÉ ECONOMIQUE et que ce n'est que par la dictature impersonnelle et transitoire du prolétariat que la bourgeoisie pourra être défaite, et le terrain déblayé, pour l'avènement d'une société d'égalité sociale et de liberté individuelle

Frédéric STACKELBERG.

Comité de la 3^e Internationale

Groupe du IX^e

JEUDI 7 OCTOBRE, A 20 H. 30

Petite Salle du Gaumont-Palace
1, rue Caulaincourt

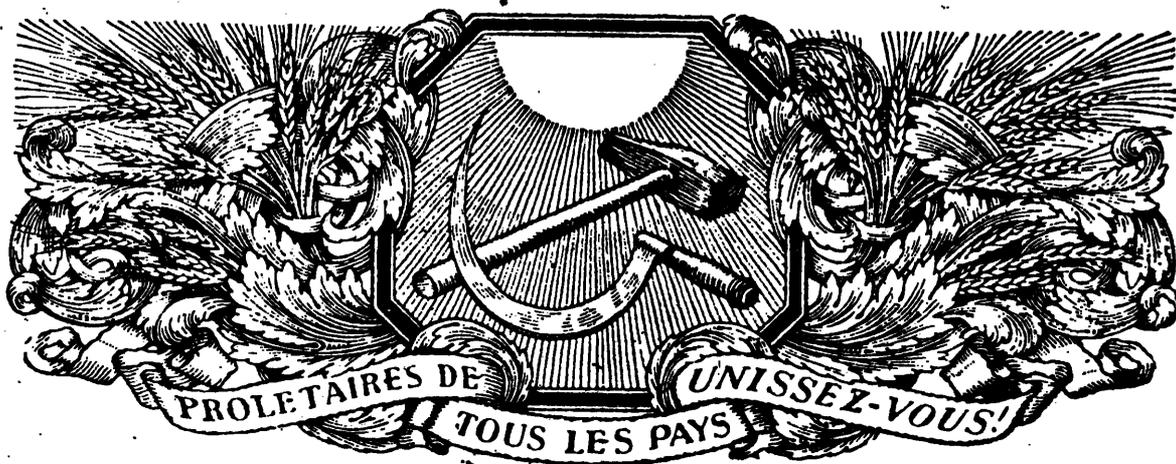
GRAND MEETING

sous la présidence d'honneur
des Camarades emprisonnés
et sous la présidence effective
du camarade Cartier

ORATEURS :

Noël Garnier, Mercier, Georges Pioch
Ch. Rappoport, Jean Ribaut, Henry Torrès

Participation aux frais : 50 centimes



La Fondation de la 1^{re} Internationale

Plus de dix ans s'étaient écoulés depuis la défaite de la révolution de 1848 qui entraîna la répression de tous les mouvements des classes ouvrières sur le continent et en Angleterre, jusqu'au moment où un nouveau soulèvement du mouvement ouvrier donna naissance à l'Union Ouvrière Internationale.

Durant ces dix années de réaction politique et de développement économique d'une richesse sans exemple sur lequel même la guerre de Crimée n'eut presque aucune influence et qui embrassa tous les pays européens y compris la Russie, une nouvelle génération eut le temps de mûrir; la crise mondiale de 1857-58 l'éveilla de son indifférentisme. Le mouvement politique qui recommença en 1859 remit au premier plan une série de questions politiques et nationales, posées mais non résolues par la révolution de 1848 et donna une intensité nouvelle au mouvement démocratique de tous les pays.

Les questions touchant l'abolition de l'esclavage dans l'Amérique du sud et du droit féodal en Russie avaient été mises à l'ordre du jour déjà en 1859.

Le mouvement ouvrier en Angleterre en 1850-60

En Angleterre où le chartisme, après la tentative sans succès que fit Ernest Jones pour lui donner un caractère politique, fut privé en 1858 de son dernier journal et cessa d'exister en qualité d'organisation politique unie, le mouvement ouvrier subit une décomposition complète.

L'ancienne tendance, dont avait toujours souffert le chartisme, prit cette fois encore le dessus dans le mouvement ouvrier qui se morcela en mouvements partiels poursuivant des buts différents et créa des organisations différentes concourant entre elles pour l'obtention d'un même but. Il ne resta plus trace

d'un mouvement ouvrier uni se développant sous une direction générale.

La situation politique du moment favorisait surtout le développement des formes du mouvement ouvrier qui n'étaient pas en contradiction directe avec la réaction au pouvoir et qui jouissaient de la sympathie des philanthropes bourgeois.

Les unions corporatives ayant à leur tête les honnêtes pionniers de Rochdale acquirent une position dominante parmi les autres formes d'activité de la classe ouvrière.

Seul le mouvement professionnel se ressentit défavorablement de cette période. Les syndicats professionnels à peu d'exceptions près n'existaient qu'à grand-peine. Il s'y établit une tendance générale à considérer toute activité politique comme nuisible au mouvement.

Mais la situation changea brusquement après la crise de 1857. « L'ère des grèves, écrivent les Webbs, qui a commencé en 1857 et qui fut marquée par une baisse industrielle, a montré combien illusoires étaient ces espoirs ».

La grève la plus importante de cette période fut celle des ouvriers maçons de Londres.

Tous les syndicats professionnels anglais s'unirent aux ouvriers maçons de Londres. Pendant six mois (du 21 juillet 1859 au 6 février 1860) cette grève tint en éveil toute la classe ouvrière anglaise. Les représentants des ouvriers et les membres du comité composé de délégués de différentes professions — surtout J. Oger, qui devint par la suite président du conseil général de l'Union Internationale des Ouvriers, et V. R. Kremer qui en devint le secrétaire — précisaient aux réunions générales les exigences des ouvriers. « Si l'économie politique se prononce contre nous — s'exclamait, au meeting du Hyde-Park, Kremer — nous nous mettrons contre elle ! » Toute la lutte était considérée comme une lutte de l'éco-

nomie politique de la classe ouvrière contre l'économie politique de la classe capitaliste.

La première grève des ouvriers maçons se termina par un compromis. Les ouvriers renoncèrent provisoirement à leurs exigences. Mais malgré cela la grève des ouvriers maçons devint le point tournant du mouvement ouvrier anglais dans l'histoire. La lutte et la question du droit de coalition entraînent même les syndicats professionnels malgré leurs tendances pacifiques. Les comités professionnels (trade-committees) formés au moment de cette grève pour l'organisation des conférences, donnèrent dans beaucoup d'endroits naissance à de nombreux conseils professionnels (trade-councils), entre autres à celui de Londres (en juillet 1860), et ces conseils prirent sur eux dès cette époque la défense des intérêts ouvriers dans leur lutte contre les capitalistes.

Lorsqu'au printemps de 1861 une nouvelle grève d'ouvriers maçons éclata, tous les syndicats professionnels de Londres prirent cette fois le parti des grévistes. Le conseil professionnel de Londres formé peu de temps avant, fit tous ses efforts pour soutenir les exigences des ouvriers maçons. Ce fut précisément ce conseil qui organisa tout le mouvement contre le remplacement des grévistes par des soldats. Dans la députation envoyée au gouvernement sur la décision de la réunion des délégués de tous les syndicats professionnels de Londres, furent élus : S. Coolson, V. Kremer, D. Howell, G. Martin, J. Huss, J. Oger ; tous, futurs membres du conseil général de l'Internationale.

La deuxième grève non seulement garantissait aux ouvriers, comme la première, le droit de coalition, mais encore grâce à elle les ouvriers obtinrent une réduction de la journée de travail. Une journée normale de 9 h. 30 fut établie.

Mais en plus de l'établissement de liens plus étroits entre les différents syndicats professionnels locaux et de l'éveil de la solidarité dans la classe ouvrière anglaise, le mouvement gréviste de 1859-1861 eut encore une conséquence autrement importante. Les entrepreneurs, qui dans leur lutte contre les trade-unionistes mettaient toujours en avant la concurrence de l'étranger, menaçaient maintenant d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère offerte à meilleur marché. La concurrence toujours croissante des ouvriers allemands dans la profession des tailleurs et dans celle des boulangers, prouvait que cette menace n'était pas un vain mot. Il devenait donc urgent de transporter la lutte pour l'égalité des conditions du travail sur le continent. En conséquence de cette nécessité, la propagande internationale des unions professionnelles devint pour les ouvriers anglais une question d'importance capitale et la tendance à l'établissement de relations avec les ouvriers du continent — les Français, les Allemands et les Belges en particulier — se fortifia notablement dans les milieux ouvriers.

Les émigrés de différents pays établis à Londres étaient dans ce but des interprètes tout indiqués.

Le centre de l'émigration prolétarienne, après le départ de la plus grande partie des ouvriers français pour l'Amérique ou leur retour en France à la suite des amnisties de 1856 et de 1859, était alors « le cercle communiste ouvrier », dont les membres étaient pour la plupart des ouvriers d'industrie (tailleurs, peintres en bâtiment, horlogers).

Certains d'entre eux, comme Okkarius et Lessner, étaient membres de l'ancienne « Union des Communistes » et travaillaient également dans les organisations professionnelles anglaises.

L'occasion se présenta bientôt pour l'établissement de relations directes, avec les ouvriers du continent avec l'aide des émigrés. Au mois de mai de l'année 1862 s'ouvrit à Londres la troisième exposition internationale, à laquelle se rendirent également des délégations ouvrières de différents pays. La plus nombreuse fut la délégation française.

Les ouvriers français en Angleterre

Nulle part la défaite de la révolution de 1848 n'influa plus lourdement sur le sort du prolétariat qu'en France. Le gouvernement du coup d'Etat réfrénait impitoyablement toute tentative de mouvement autonome de la part de la classe ouvrière. Mais l'Empire ne se contentait pas de mesures policières et de prohibitions ; il s'efforçait en même temps de réconcilier les ouvriers avec le nouveau régime en améliorant leur position matérielle et en cultivant une sorte de « socialisme impérial ».

Pourtant la crise de 1857-58 provoqua en France un mouvement ouvrier tout aussi important qu'en Angleterre. Elle eut vite fait de détruire toutes les illusions du « socialisme impérial ».

A peine la crise commença-t-elle qu'un mouvement gréviste se déclara en France, malgré la résistance des coalitions ayant pour but la défense des salaires établis. Une grande excitation régnait dans les milieux ouvriers.

La guerre avec l'Italie, entreprise contre la volonté du clergé pour donner une issue au mécontentement qui régnait dans tout le pays, provoqua d'abord dans les milieux ouvriers un grand enthousiasme qui se transforma en un orage d'indignation lorsqu'ils apprirent les conditions de la paix de Villafranca. Il devint évident que toutes les voies de retraite étaient coupées. D'un autre côté, il devint tout aussi évident que le développement de la question italienne ne ferait qu'augmenter le mécontentement du clergé. Seuls les ouvriers, la bourgeoisie libérale et les milieux petits-bourgeois pouvaient, dans une certaine mesure, faire contrepoids en cette occurrence. C'est ce qui explique les premiers pas du gouvernement dans la voie de l'« empire libéral » et le nouveau rapprochement avec l'Angleterre qui s'exprima par la signature du traité industriel de 1860.

Le prince Napoléon était de toute la famille impériale le représentant le plus sérieux des tendances libérales et anticléricales. Son homme de confiance était Armand Lévy qui prit une part active à la révolution de 1848 et fut le précepteur des enfants du grand poète polonais, Miczkiewicz. Dans son journal, auquel collaboraient des représentants de différentes organisations, Lévy défendait les intérêts de toutes les nationalités opprimées et il donna dès le début une place très importante à la question ouvrière. Il réussit à former parmi les ouvriers parisiens un groupe de correspondants habituels du journal.

En collaboration avec ces ouvriers, Lévy édita également une série de brochures dans lesquelles il présentait les exigences des ouvriers dans l'esprit du socialisme impérial.

Ce groupe conçut l'idée d'envoyer une délégation ouvrière spéciale à l'Exposition Internationale de Londres. Ce fut toujours Lévy le principal intermédiaire entre les ouvriers et le prince Napoléon, président de la commission impériale de l'Exposition. Et ce fut précisément cette circonstance — le caractère quasi-officieux de la délégation ouvrière française — que l'on exploita ensuite à diverses reprises contre les membres français de l'Internationale.

En réalité l'affaire se présentait tout autrement. Parmi les ouvriers parisiens un autre groupe existait également, composé pour la plus grande partie d'adeptes de Proudhon, qui ne consentaient à prendre part à la délégation que dans certaines conditions. Ce groupe dirigé par Tolain, réussit à obtenir que les élections des délégués fussent faites par les ouvriers eux-mêmes.

Le meeting du 5 août 1862, au cours duquel un accueil solennel fut fait à la délégation ouvrière française, ne saurait en aucune façon être considéré comme le point de départ de la fondation de « l'Union Internationale ouvrière », ne serait-ce que parce que les leaders des syndicats professionnels anglais ne prirent aucune part à l'organisation de ce meeting.

Les vrais organisateurs de ce meeting soulignaient dès le début que l'accueil spécial fait aux Français avait été préparé non seulement par les ouvriers mais aussi par les entrepreneurs anglais. Le meeting même se passa sous l'égide des exploités qui avaient mené quelques mois auparavant une lutte acharnée contre les ouvriers anglais. C'est pour cette raison qu'aucune proposition déterminée n'y avait été faite pour l'établissement de relations permanentes entre ouvriers français et anglais. Dans les discours qui furent prononcés en anglais comme en français les orateurs appuyèrent principalement non sur les intérêts de la classe ouvrière, mais sur ceux de l'industrie, prêchant la nécessité d'une entente cordiale entre ouvriers et entrepreneurs comme unique moyen d'améliorer le sort des travailleurs.

A ce meeting pas un mot ne fut prononcé sur l'urgence d'une union internationale des classes ouvrières de différents pays pour une lutte libératrice. Néanmoins le séjour des délégations ouvrières à Londres eut des conséquences très sérieuses, car il marqua la première étape dans la réalisation d'une entente entre les ouvriers français et anglais. Le contact avec leurs camarades anglais et la connaissance directe des conditions d'existence anglaises portèrent leurs fruits.

Une des conséquences les plus importantes de cette visite à l'Exposition fut pour les Français la séparation qui en résulta entre les ouvriers qui continuaient à suivre le courant du « Socialisme impérial » et ceux qui avec Tolain et ses amis à leur tête voulurent se libérer de toute tutelle officielle.

Il est hors de doute que les délégués français engagèrent des relations avec les leaders du mouvement professionnel anglais par l'entremise de certains représentants de l'émigration française. Ces relations furent ensuite maintenues avec le concours de membres de la délégation française qui trouvèrent du travail à Londres et y restèrent comme E. Dupont

par exemple, lequel devint par la suite secrétaire de l'Internationale pour la France.

Les relations établies entre ouvriers français et anglais durant l'Exposition se seraient probablement rompues très vite n'étaient deux circonstances — la crise du coton et l'insurrection polonaise — qui provoquèrent des mouvements ouvriers parallèles des deux côtés de la Manche.

La disette du coton, résultat de la guerre civile en Amérique du Nord, se faisait très sérieusement sentir en 1862-1863. La position des ouvriers du Lancashire était terrible. Le sort des ouvriers textiles français n'était guère meilleur.

Des comités ouvriers se formèrent presque simultanément à Londres, avec Oger et Kremer, et à Paris sous la direction de Tolain, Perrenchon, et d'autres leaders ouvriers. Ces comités avaient pour but l'organisation des quêtes pour les ouvriers sans travail.

Le mouvement ayant pour but le soutien moral des Polonais insurgés, se manifesta également des deux côtés de la Manche. Les ouvriers anglais qui malgré les lourdes conséquences qu'entraînait pour eux la guerre civile nord-américaine, menaient dans leurs réunions une campagne énergique contre le gouvernement se préparant à soutenir les esclavagistes américains, manifestèrent dans une série de meetings leur sympathie pour l'insurrection polonaise qui éclata au début de 1863 et firent tout pour influencer leur gouvernement dans un sens favorable aux insurgés polonais. La délégation élue au meeting de Saint-James Hall qui eut lieu le 28 avril 1863 sous la présidence du professeur Besly, fut reçue par Palmerston, mais n'en obtint qu'une réponse évasive. Pour opérer une pression encore plus sérieuse sur le gouvernement on décida d'organiser un nouveau meeting auquel prendraient part cette fois les représentants des ouvriers français.

Tolain et ses amis se rendirent à l'invitation des ouvriers anglais et le meeting eut lieu le 22 juillet 1863 à Saint-James Hall. Des discours au nom des ouvriers anglais furent prononcés par Kremer qui soumit à une sévère critique toute la politique extérieure de Palmerston et par Oger qui prêcha la guerre contre la Russie. Tolain se prononça dans le même esprit, dépeignant éloquemment les souffrances des Polonais et insistant sur la nécessité d'une lutte énergique contre la barbarie russe.

Aussitôt après ce meeting des pourparlers s'engagèrent entre les ouvriers anglais et français pour l'établissement de relations suivies entre eux.

Ce fut alors que le Conseil professionnel de Londres chargé de pouvoirs des ouvriers anglais prit l'initiative dans cette question. Le 23 juillet il organisa une grande réception aux ouvriers français. Oger, secrétaire du conseil, harangua les ouvriers français et exprima l'espoir que le jour était proche où les ouvriers de tous les pays s'uniraient pour mettre fin aux guerres et à l'esclavage et où s'établirait le règne de la liberté et du bien-être commun.

La délégation polonaise assistait à ce meeting. L'ouvrier allemand Weber exposa dans son discours les conséquences bienfaisantes de la collaboration des ouvriers de tous les pays.

Préparatifs de l'Union Internationale des ouvriers

Il fut décidé à l'unanimité d'organiser un comité pour l'élaboration d'une adresse aux ouvriers français. Mais plus de trois mois se passèrent avant que le comité s'acquittât de son rôle et soumit à la nouvelle réunion le projet de cette adresse (le 10 novembre 1863).

L'adresse fut proposée par Oger, Kremer et Applehart (vivant à l'heure actuelle); elle fut acceptée à l'unanimité. Dans la seconde moitié de novembre elle fut traduite en français par le professeur Besly, envoyée aux ouvriers français et lue avec un grand intérêt dans tous les quartiers ouvriers de Paris.

Cette adresse fraternelle exposait que le meilleur moyen pour maintenir la solidarité des peuples est l'union des ouvriers de tous les pays. Pour atteindre ce but on y proposait l'organisation d'un congrès international.

« Organisons une réunion générale des représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne et de tous les pays disposés à travailler pour le bien de l'humanité. Organisons un congrès pour l'étude de toutes les grandes questions dont dépend la paix entre les peuples. »

« La fraternité des peuples est indispensable pour le succès de l'œuvre ouvrière, car toutes les fois que nous essayons d'améliorer notre position sociale au moyen d'une réduction des heures de travail ou d'une augmentation de salaire, les entrepreneurs menacent d'appeler des ouvriers français, allemands, belges, etc., disposés à accomplir le même travail à meilleur compte; nous devons avouer à notre regret que ce fait s'est déjà produit plus d'une fois, non que nos frères aient voulu nous nuire, mais simplement par suite d'une absence de relations régulières et systématiques entre les esclaves du travail des différents pays. Nous espérons pouvoir établir maintenant de telles relations car notre principe d'égaliser dans la mesure du possible tous les salaires ne permettra plus aux entrepreneurs de nous exciter les uns contre les autres et de disposer de notre sort selon le bon plaisir des trafiquants. »

Il se passa plus de huit mois avant qu'on ne reçut à Londres la réponse des ouvriers français. Le retard s'explique par le fait que les ouvriers parisiens se préparaient justement à ce moment aux élections fixées pour le mois de mars 1864.

Au moment de la campagne électorale, la tentative fut faite pour la première fois, de se séparer au point de vue politique de l'opposition bourgeoise. Dans le manifeste français — le manifeste des 60 — composé par Tolain et signé par soixante ouvriers (au nombre desquels se trouvait Camelinat, le trésorier actuel du Parti socialiste français), on appuyait sur l'urgence pour la classe ouvrière d'établir une plateforme politique séparée. Les principes fondamentaux du manifeste avaient été empruntés à Proudhon avec cette différence cependant que les « soixante » se déclaraient disposés à prendre part aux élections, ce que Proudhon désapprouvait.

Les pourparlers avec les ouvriers anglais ne furent repris qu'après ces élections.

Le rôle d'intermédiaire fut assumé par Henri Lefort qui prit également part à la campagne électorale

et par ses amis appartenant à la colonie des émigrés français de Londres.

Il avait été décidé de transmettre l'adresse des ouvriers français aux ouvriers anglais par l'entremise d'une délégation spécialement élue pour cette mission.

Le journal ouvrier *Beehive* annonça le 17 septembre que le 28 septembre dans la salle Saint-Martin à Lonfark une réunion aurait lieu pendant laquelle une députation d'ouvriers français lirait son adresse aux ouvriers anglais et proposerait un plan pour l'établissement de relations suivies entre les deux peuples.

L'Assemblée Constituante

Le meeting auquel, selon l'expression de Marx dans sa lettre à Engels, « tant de monde était venu qu'on y étouffait », était présidé par le professeur Besly qui, l'année précédente, avait déjà pris la direction du meeting sur la question polonaise. Après le discours du président qui insista sur la nécessité d'une étroite union entre la France et l'Angleterre et exprima l'espoir que ce meeting marquerait le commencement de la collaboration des ouvriers anglais avec ceux de tous les autres pays et fortifierait leurs sentiments fraternels, Oger lut l'adresse citée plus haut des ouvriers anglais. Tolain lui répondit au nom de la délégation française :

« Ouvriers de tous les pays, dit-il, si nous voulons être libres, nous devons organiser un congrès. Le peuple qui a eu conscience de sa force se soulève pour lutter contre la tyrannie dans le domaine de la politique et contre les monopoles dans celui de l'économie sociale, car l'industrie, qui doit son progrès aux découvertes scientifiques, développe tous les jours davantage ses forces productrices. L'emploi des machines, facilitant le partage du travail, contribue à l'accroissement de ces forces et les traités commerciaux, réalisant le principe de la liberté du commerce, curent des domaines nouveaux à leur activité.

« Le progrès industriel, le partage du travail, la liberté du commerce — telles sont les trois questions qui doivent attirer votre attention car elles sont destinées à transformer dans leur essence les conditions de la vie économique de la société. Sous la pression des événements et des nouvelles exigences du moment, les capitalistes se sont unis pour former de puissantes organisations financières et industrielles, et si nous ne leur opposons aucun contrepoids pour notre défense, si la pression qu'ils exercent sur nous ne rencontre aucune résistance, nous serons bientôt obligés de nous soumettre à leur régime despotique. Nous, travailleurs de tous les pays, nous devons nous unir, pour mettre fin au développement de ce mauvais système qui, dans le cas contraire, mènera à la division de toute l'humanité en deux classes différentes — une majorité énorme d'affamés et d'opprimés et une coterie peu nombreuse de maîtres hautains et de mandarins engraisés.

« Unissons-nous donc pour nous aider réciproquement à atteindre notre but. C'est précisément ce que proposent nos frères français à leurs frères anglais ».

Laubèze qui traduit le discours de Tolain en anglais exposa ensuite à la réunion dans ses lignes principales le plan d'action élaboré par les ouvriers français. Une commission centrale devait être formée

composée des représentants ouvriers de tous les pays, et dont le siège serait fixé à Londres. Dans toutes les autres capitales de l'Europe, des sous-commissions seraient organisées qui seraient en relation avec la commission centrale par voie de correspondance. La commission centrale devait désigner les questions qui seraient ensuite l'objet des délibérations de toutes les sous-commissions ; le résultat final de ces délibérations devrait ensuite être soumis à la commission centrale. Dans le courant de l'année un congrès se réunirait en Belgique auquel participeraient les représentants de la classe ouvrière de tous les pays, et qui déterminerait la forme définitive de toute l'organisation.

Après la lecture de l'adresse composée par Lefort, Viler proposa la résolution suivante :

« L'assemblée ici présente, après avoir entendu la réponse de nos frères français à notre adresse, les salue une nouvelle fois, et comme la réalisation de leur dessein doit contribuer à l'union des ouvriers, accepte le projet qu'ils proposent pour servir de base à l'organisation d'une Union Internationale. L'assemblée décide d'élire un comité qui aura la faculté de s'agrandir par voie de cooptation, et qui sera chargé d'élaborer le projet des statuts et des règlements de l'Union dont nous projetons la fondation. »

Cette résolution, soutenue au nom des Allemands par Okkarius, au nom des Italiens par le major Wof, au nom des Français par Bosquet et au nom des Irlandais par Corbes, fut adoptée à l'unanimité.

C'est tout ce que nous savons de cette assemblée historique. Les membres du conseil central provisoire furent chargés d'élaborer les règlements, mais ils ne reçurent à ce sujet aucune instruction dirigeante. Le titre même de la future société resta indéfini. Le comité devait de sa propre initiative donner un contenu à la nouvelle forme de l'Union Internationale.

La rédaction de toutes les questions et les formules des principes à leurs bases se trouvaient ainsi soumises aux débats du comité.

Marx et l'Internationale

Le principal rôle dans l'élaboration du programme et la composition du projet des statuts de cette organisation internationale créée par les ouvriers anglais et français appartient au communiste allemand Karl Marx.

Dans le compte rendu officiel, son nom se trouve pour la première fois mentionné dans la liste des membres du comité élu et, ce qui plus est, à la dernière place.

Cela seul indique que ce nom n'était connu des organisateurs de cette assemblée.

Karl Marx lui-même raconte à ce sujet ce qui suit : « Un certain M. Laubèze me fut envoyé afin de savoir si j'étais disposé à prendre part au meeting pour les ouvriers allemands et si je pouvais lui indiquer un ouvrier allemand comme orateur, etc. — je lui désignai Okkarius qui pouvait parfaitement remplir ce rôle et quant à moi je ne pris part au meeting qu'en qualité d'assistant. Je savais que cette fois du côté des ouvriers de Londres comme de celui des Parisiens des « forces réelles » devaient figurer et c'est ce qui me détermina à manquer à la règle que je me suis imposée une fois pour toute « to decline any

such invitation » (de refuser toutes invitations de ce genre).

L'invitation au meeting adressée à Karl Marx par le menuisier V. R. Kremer était rédigée comme suit :

Monsieur,

Le comité pour l'organisation du meeting vous prie d'honorer le meeting de votre présence. Cette lettre vous servira de laissez-passer pour entrer dans la chambre où se réunira le comité (à 7 h. 30).

Très respectueusement

V.-R. Kremer.

Il est donc difficile de considérer Karl Marx comme le fondateur direct de l'Union Internationale des travailleurs.

Mais il est par contre hors de doute qu'il a été dès la première séance du Conseil général provisoire le chef spirituel de l'Union. Soutenu par Okkarius il lutta de toutes ses forces contre toutes les tentatives de transformer la nouvelle société en une simple variante de l'ancienne « Association Internationale » ou bien de fusionner avec l'une des associations déjà existantes, telle que « la Ligue Universelle » par exemple (Universal league) dans le local de laquelle le conseil provisoire organisait ses premières séances.

A la deuxième séance (du 12 octobre 1864), la résolution d'Okkarius et de Whitelock fut adoptée ; elle donnait à la nouvelle société le nom d' « Union Internationale des ouvriers ».

Dans la sous-commission qui fut chargée de l'élaboration des statuts, Marx réussit à garantir la victoire aux idées fondamentales du socialisme scientifique. Bien qu'il ait été obligé de faire quelques concessions aux révolutionnaires français et italiens, « la première adresse » et la déclaration des principes qu'il proposa furent dans leur ensemble approuvés pour tous les ouvriers du Conseil général comme donnant la meilleure interprétation des exigences de la classe ouvrière. A la quatrième séance du Conseil général provisoire, le 1^{er} novembre 1864, Marx donna lecture de son œuvre qui fut, après quelques modifications de style, acceptée à l'unanimité.

A partir de ce jour, la première Internationale eut un programme et la jeune organisation fut en état de commencer son travail de propagande.

« L'adresse inaugurale » de l'Union Internationale des ouvriers se terminait par la devise même : « Pro-létaires de tous les pays, unissez-vous », qui fut mise à la fin de l'adresse, restée célèbre, du premier syndicat ouvrier international. Elle figurait aussi en tête du manifeste de l' « Union des communistes » qui le premier désigna l'union des ouvriers de tous les pays comme une des conditions les plus importantes pour la libération du prolétariat.

Cette devise qui réunissait alors une minorité insignifiante, un petit groupe international plutôt par son programme qu'en fait, est maintenant celle d'une organisation ouvrière devenue internationale non seulement par son programme, mais aussi par sa composition. Des milliers d'ouvriers se sont unis dans les sections et les groupes de la première Internationale afin de lutter pour leur délivrance. Et l'union des prolétaires de tous les pays qu'ils ont fondée s'est aujourd'hui sa renaissance dans la nouvelle Internationale qui réunit des millions de prolétaires.

N. RIAZANOV.

La Question Polono-Allemande

Au cours d'un récent voyage que j'ai fait dans la Prusse occidentale et dans une partie de la Posnanie septentrionale, j'ai pu réunir des données susceptibles d'éclaircir la situation actuelle de cette région, la plus troublée de l'Europe orientale, où la lutte de classe du prolétariat se complique et est, dans des proportions importantes, détournée de sa voie par les passions nationales qu'entretiennent artificiellement les parties intéressées.

La plaine qui s'étend entre les bassins inférieurs de la Vistule et de l'Oder comprend la Prusse occidentale, l'ancienne province prussienne de Posnanie et la partie nord-ouest du « Congrès » de Pologne nouvellement créé. Si l'on consulte une carte de ce district indiquant la répartition de la population selon la religion et la nationalité, telle que cette répartition a été établie par le gouvernement prussien et sur la base du recensement de 1910, on peut constater, que, sauf de rares exceptions, ces territoires de l'ancien royaume de Prusse sont uniformément habités par une population mélangée polono-allemande, protestante-catholique. Aucune ligne de démarcation bien nette ne sépare nulle part ni les religions, ni les nationalités. Dans la partie septentrionale de la province de Posnanie, dans le triangle Hohensala-Posen-Kolmar, la population polonaise et la population allemande varient entre trente et soixante pour cent sans motif apparent. On peut dire la même chose du district de la Prusse occidentale qui est connu sous le nom de « Corridor » polonais et qui forme une longue bande de territoire s'étendant d'un point situé au nord-est de Thorn jusqu'à la région côtière au nord-est de Dantzig. D'autre part, on peut observer deux districts où l'une des deux races est prédominante. Dans le district étroit qui s'étend de Schneidemühle à Thorn en passant par Bromberg, c'est la race allemande qui prédomine, tandis que la race polonaise prédomine dans la large zone qui commence juste au nord de Posen et s'étend au sud-est vers Troschin. Le premier de ces deux districts est traversé par le canal de la Netze — voie de communication fluviale importante qui réunit les bassins de l'Oder et de la Vistule. C'est par ce canal que les matières brutes de Prusse occidentale et du « Congrès » de Pologne (bois de construction, grains, etc..) sont dirigées sur l'Allemagne centrale en échange de produits manufacturés, fournis par les centres industriels. La colonisation de ce district par Frédéric le Grand qui construisait ce canal et l'immigration subséquente des commerçants et industriels de l'Allemagne centrale, qui construisirent dans la suite des usines le long du canal et des systèmes fluviaux, ont contribué à donner à la population allemande de ce territoire un caractère de classe très particulier. Effectivement, dans toute la Posnanie septentrionale et dans la Prusse occidentale, mais surtout dans les régions voisines de ces voies fluviales et du canal, les Allemands sont représentés par la « bourgeoisie », par la classe moyenne des propriétaires fonciers et autres, des fonctionnaires, du personnel technique, des ouvriers spécialistes. D'autre part, dans le district

de la Posnanie méridionale, c'est l'agriculture qui domine et la population aborigène polonaise n'a pas été très touchée par les immigrants venus de l'ouest, intéressés au commerce et à l'industrie. C'est pourquoi dans ce district, les Polonais constituent l'élément paysan qui est catholique, composé de familles nombreuses et qui, comme les procédés de culture ne sont pas très développés, envoie le surplus de cette population vers le nord et l'ouest dans les centres industriels de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale, ainsi que vers le sud, en Silésie. Il s'ensuit, que dans les districts de Bromberg, Schneidemühle, Thorn et dans le bassin houiller de la Haute-Silésie, les ouvriers non qualifiés sont la plupart du temps des Polonais. Dans les parties de la Prusse occidentale, où les junkers prussiens ont de grands domaines, les ouvriers agricoles sont également surtout des émigrants polonais venus de l'est et du sud. Il n'est pas difficile de comprendre après cela, pourquoi l'accroissement de la lutte des classes dans ces provinces devait coïncider aussi avec les explosions de chauvinisme nationaliste dans les différentes classes de la population, ni que cette situation devait être exploitée à la fois par les capitalistes de l'Allemagne et par ceux des pays de l'Entente qui cherchent tous à réaliser leurs propres plans impérialistes.

Les impérialistes allemands avaient senti depuis longtemps la nécessité d'assurer cette partie de la Prusse au « vrai » capital allemand. En présence du nombre croissant de travailleurs et d'ouvriers agricoles non qualifiés polonais qui, voulant des terres, réclamaient de plus en plus le droit d'en acheter et de sortir ainsi par eux-mêmes de leur état d'esclaves salariés, les junkers et la classe des fonctionnaires avaient commencé, il y a environ vingt ans, à prendre des mesures spéciales contre le prolétariat rural sous la forme de « lois agraires » dirigées contre les Polonais. Il était interdit à ces derniers d'acheter des terres sans l'autorisation du Landrat qui était nommé par le roi de Prusse. Toutes les propriétés foncières mises en vente, tombaient également sous le contrôle d'une commission foncière nommée par le gouvernement prussien qui veillait à ce que les lots fussent attribués uniquement à des familles allemandes appartenant aux classes moyennes ou à des paysans de l'Allemagne centrale, considérés comme politiquement « sûrs ». Ainsi donc les lois agraires, dites « hakkatistes » inaugurées par Bismarck et perfectionnées par Bülow, étaient en réalité une tentative faite pour maintenir par la force les travailleurs agricoles non qualifiés dans leur état d'esclaves salariés et coloniser le pays au moyen de paysans spécialistes choisis qui devaient servir de rempart aux junkers féodaux. Il faut rappeler ici que les travailleurs agricoles polonais et la classe moyenne étaient dangereux pour le régime existant en Prusse, parce que les premiers, comme les seconds pouvaient devenir facilement l'avant-garde d'un impérialisme étranger qui chercherait à mettre la main sur la Prusse occidentale pour des raisons politiques ou militaires. L'Etat de Pologne qui vient d'être fondé montre

que l'Entente avait depuis longtemps l'intention de créer en Europe orientale une puissance militaire susceptible de l'aider à encercler les capitalistes allemands et à les écarter des marchés mondiaux. La population polonaise de la Posnanie septentrionale et de la Prusse occidentale a donc été pendant des années cette avant-garde des impérialistes de l'Entente.

A vrai dire, les lois agraires spéciales « hakkatistes » contre les Polonais ont échoué misérablement. En empêchant les agriculteurs polonais d'acquérir des terres, elles n'ont fait que bâillonner le mécontentement sans le détruire. En réalité elles le rendirent encore plus fort, car ces Polonais tombèrent de plus en plus sous l'influence des agitateurs de Varsovie et des agents de l'Entente. Les ouvriers polonais continuèrent à voir leur salut dans le renversement par la violence de l'état prussien et l'annexion de ces territoires au « Congrès » de Pologne. Le mouvement de classe sain et conscient fut détourné ainsi de sa voie et aiguillé dans le sens du chauvinisme. On s'en aperçut clairement après la conclusion de l'armistice avec les puissances centrales l'été dernier et après la révolution allemande. A Posen, en novembre 1918, un conseil des députés, ouvriers et soldats fut créé dans le but d'assurer la stabilité du nouveau régime et d'entreprendre l'œuvre de préparation aux grands changements sociaux qui semblaient alors incomber à l'Allemagne. Or, un fait caractéristique de la psychologie de la population des travailleurs polonais de cette époque c'est qu'elle n'envoya pas dans ces conseils des ouvriers, mais des représentants de la classe moyenne et des intellectuels absolument étrangers au socialisme et au mouvement ouvrier, mais membres en vue des unions nationales polonaises bourgeoises. A l'une des réunions du conseil de Posen, — le 3 décembre, le docteur Seyder, délégué polonais, déclara : « Nous, Polonais, nous n'avons pas besoin de révolution sociale ». Le seul internationalisme qui se soit manifesté dans ce conseil s'est rencontré chez certains soldats allemands et chez un petit nombre d'ouvriers qualifiés. Mais dès que les soldats allemands commencèrent leur démobilisation et regagnèrent leurs foyers, les conseils se trouvèrent entièrement entre les mains des nationalistes polonais qui en firent un comité préparatoire de la réunion de la province de Posnanie au « Congrès » de Pologne. C'est alors que se produisit la « révolte de Posen » en janvier 1919 et la progression des légions polonaises en Prusse occidentale. La ligne de démarcation fixée par les Alliés à Paris jusqu'au règlement définitif du sort de ces territoires par la conférence de la Paix, partait de l'ancienne frontière prusso-polonaise à l'est de Hohensalza, passait par un point situé à 40 kilomètres au sud de Bromberg, et de là en se maintenant à cette distance au sud du canal de la Netze, aboutissait à environ 60 kilomètres au nord-ouest de Posen. Cette ligne fut toutefois franchie par les Polonais qui avancèrent jusqu'au canal de la Netze, coupant ainsi cette importante artère qui avait été expressément laissée aux Allemands par les autorités militaires de Paris et interrompant de ce fait toute communication commerciale par eau entre la Prusse occidentale et l'Allemagne centrale.

Un sort pire encore attend cependant les habitants de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale, car en vertu des conditions de paix des Alliés, tout le territoire de l'ouest de la Vistule jusqu'à la ligne Schneidemühle-Lauenburg en Poméranie doit être cédé sans plébiscite au « Congrès » de Pologne. De la sorte tout un territoire où les Allemands prédominent, le district indus-

triel autour du canal de la Netze avec l'important embranchement de Schneidemühle, où la population polonaise est de cinq pour cent, tout au plus, est remis au gouvernement de Varsovie. Cela signifie également, à moins qu'une stipulation expresse n'autorise une entière liberté de commerce entre ce « corridor » et l'Allemagne centrale, — que tout le système industriel édifié sur la base de la communication immédiate entre l'est et l'ouest par le canal de la Netze, sera détruit. L'objet de ces conditions de paix, en ce qui concerne la Prusse occidentale, est évident. Elles font totalement abstraction des intérêts religieux et nationaux de la classe moyenne de la population et, ce qui est pire encore, elles ne se soucient aucunement de la vie économique de ces territoires. Leur unique préoccupation est d'ordre militaire et stratégique ; c'est de s'assurer les grandes lignes de chemins de fer de la Prusse occidentale qui parcourent le triangle Thorn-Schneidemühle-Danzig, avec leurs embranchements importants de Dirschau et de Schneidemühle. Les militaristes français espèrent faire de la Pologne un Etat militaire de 20 millions d'habitants, qui contrôlera complètement toute la vallée de la Vistule, aura dans la Baltique une forte base navale sous le contrôle des Alliés et occupera une place prédominante dans le système des voies ferrées de l'Allemagne orientale.

Si les impérialistes de l'Entente ne faisaient la guerre qu'aux junkers et au militarisme prussien et avaient visé réellement à détruire ces derniers en stipulant lesdites conditions de paix, on pourrait trouver des arguments pour leur défense.

Mais, dans l'espèce, l'Entente s'en prend aux forces mêmes qui luttent en Prusse contre les junkers, car en étendant l'influence du gouvernement de Varsovie sur ces territoires, elle soumet le mouvement ouvrier à une réaction aussi sombre que celle des junkers prussiens. J'ai montré plus haut l'influence préjudiciable des propriétaires terriens et des fonctionnaires prussiens sur le développement social normal de la population rurale de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale. Mais depuis la révolution allemande, des réformes ont certainement été réalisées. Il est vrai que la plupart des fonctionnaires prussiens nommés par l'ancien régime sont encore en fonctions. Les lois agraires « hakkatistes », sans être appliquées, ne sont pas encore formellement annulées. La classe irresponsable et réactionnaire des officiers recrutés en grande partie parmi les familles des junkers, contrôle le « Grenzschutz im Osten », inspire des idées chauvinistes à la presse bourgeoise locale et il est d'opinion courante qu'elle vise à faire un coup d'Etat contre le gouvernement d'Ebert et à constituer avec la Prusse occidentale un territoire indépendant destiné à être le centre autour duquel l'Allemagne doit « renaitre ». Cependant, malgré tout, des réformes très réelles ont été réalisées depuis la révolution. Le fait le plus important sans nul doute est l'accroissement des unions professionnelles locales et des groupes socialistes internationalistes. Dans les principaux centres, tels que Thorn, Bromberg, Schneidemühle et Danzig, des « freie Gewerkschaften » qui sont affranchies de toute influence bourgeoise et religieuse, ont surgi partout. Là, où elles existaient déjà avant la révolution, elles ont accru le nombre de leurs membres parfois de plus de 200 %. Elles ont assuré l'application de la journée de huit heures et des contrats de travail. Les travailleurs agricoles à qui, avant la révolution, la loi interdisait de se coaliser pour la défense de leurs intérêts communs, ont formé

maintenant dans toute la Prusse occidentale des unions d'ouvriers agricoles qui ont fusionné en « cartels » avec l'union des métaux, du bois, des employés des chemins de fer et autres unions industrielles. De plus, on trouve dans ces organisations, non seulement des ouvriers allemands, mais aussi ceux d'entre les ouvriers polonais qui se sont affranchis de l'influence pernicieuse de la propagande nationaliste de Varsovie. Ce corps international des ouvriers organisés industriellement en Prusse occidentale et en Posnanie septentrionale, subit profondément l'influence du parti socialiste indépendant allemand. En beaucoup d'endroits, comme à Thorn, les socialistes majoritaires sont unis aux indépendants et n'ont jamais rompu avec eux, comme cela est arrivé en 1915 dans tout le reste de l'Allemagne. On peut dire hardiment que ces unions professionnelles internationales et les partis socialistes qui les inspirent sont la seule espérance qui brille encore dans le sombre chaos du junkérisme prussien (demeuré vivace) et constituent l'unique centre raisonnable existant au milieu des bacchanales effrénées du pangermanisme et du chauvinisme panpolonais qui font rage dans cette région. Ces centres ouvriers internationalistes sont particulièrement importants pour les ouvriers non qualifiés de race polonaise, actuellement placés pour la plupart sous l'influence de la propagande nationaliste qui les engage à tourner les yeux vers le seigneur et vers le gouvernement clérical de Varsovie afin d'échapper au seigneur et au gouvernement militaire prussiens. Tandis que les ouvriers polonais de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale sont assez disposés actuellement à sauter de la poêle dans le feu, il est intéressant de noter que leurs camarades des districts occupés de Posnanie et du « Congrès » de Pologne n'ont aucune illusion sur le caractère « démocratique » du régime Pilsudsky ; à Varsovie, à Posen, le Parti social-démocrate polonais, qui tout récemment encore était sous l'influence nationaliste, s'est maintenant mis d'accord avec les groupes social-démocrates alle-

mands sur un programme commun. Une agitation active s'est manifestée parmi les ouvriers polonais de Posen lors de l'appel sous les drapeaux des classes de 1896, 1897, 1898. En fait, il y a des raisons sérieuses de penser que le mouvement révolutionnaire est infiniment plus prononcé parmi les ouvriers polonais des régions de la Pologne, « libérées » par le régime de Pilsudsky, que dans celles où les ouvriers attendent encore cette « libération ». Dans ces conditions, les socialistes internationalistes allemands envisagent avec calme la perspective d'être annexés au « Congrès » de Pologne. Bien qu'ils admettent que sous le gouvernement allemand actuel les ouvriers ont, de toute façon, obtenu beaucoup de concessions et en obtiendront probablement plus que ne leur en ferait le gouvernement de Varsovie, ils sentent néanmoins que ces avantages économiques immédiats sont moins importants que le gain moral que le mouvement révolutionnaire obtiendrait si les ouvriers non qualifiés polonais s'émancipaient du joug de leur chauvinisme. Ce qui arriverait vite, à leur avis, si les Polonais de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale avaient goûté, rien qu'une fois, du régime des « hobereaux » et des cléricaux de Varsovie, dont leurs camarades de Posnanie connaissent déjà toutes les douceurs.

Aussi, malgré l'orgie nationaliste polono-allemande, malgré les menaces de décider par la guerre, lequel, des réactionnaires polonais ou des junkers prussiens exploitera les esclaves salariés des domaines de la Prusse occidentale, malgré les plans impérialistes du pangermanisme agonisant et ceux de l'impérialisme victorieux de l'Entente pour la possession des chemins de fer stratégiques de l'Europe orientale, malgré tout cela le gland du socialisme international a été apporté par le vent dans ces régions et du chêne qui en naît sortira, un jour, la force qui émancipera à la fois de la féodalité et de l'esclavage salarié les ouvriers polonais et prussiens.

Philipps PRICE.

Qu'advient-il de l'Allemagne ?

La trahison de la révolution, c'est la fin du peuple allemand. En novembre 1918, lors de l'effondrement de l'impérialisme allemand, les plus belles perspectives s'ouvraient devant le prolétariat allemand. Si l'Allemagne révolutionnaire s'était donné alors un gouvernement qui eût proclamé la dictature du prolétariat, conclu la paix avec la Russie socialiste, entraînant à sa suite l'Autriche-Hongrie et la Pologne, l'Allemagne, et avec elle, toute l'Europe centrale auraient été sauvées. Il est vrai que si l'Allemagne avait agi de la sorte, cela aurait pu entraîner l'invasion de son territoire par les armées anglo-franco-américaines ; mais d'abord, il eût été facile d'opposer à ces troupes une armée révolutionnaire allemande et ensuite les « vainqueurs » n'auraient probablement pas été en état de soutenir, même pendant un mois, une guerre contre une Allemagne révolutionnaire. Si les vainqueurs avaient réussi à occuper temporairement l'Allemagne occidentale, ce malheur aurait pu être rapidement réparé. Par ailleurs, la question du ravitaillement aurait été résolue dès que les contre-révolutionnaires n'auraient plus été les maîtres dans le sud de la Russie, dans les Bal-

kans et en Pologne (ce qui serait arrivé fatalement s'ils avaient perdu l'appui des baïonnettes allemandes) ; l'Europe aurait été ravitaillée aussitôt pour plusieurs mois — laps de temps suffisant pour venir définitivement à bout des « vainqueurs » et donner véritablement la paix au monde entier.

Mais les événements ont suivi le cours tracé d'avance inexorablement par la trahison du 4 août 1914. Une partie importante des ouvriers allemands, même après que leurs frères en uniforme eurent mis fin à la guerre, ont continué à demeurer sous le charme du fatal aveuglement contre-révolutionnaire dans lequel les avaient plongés leurs « leaders », Scheidemann, Ebert et Cie. Ils ajoutèrent foi à ce conte pour petits enfants d'après lequel il leur suffisait d'être bien sages et de ne pas faire de « gaffes » révolutionnaires pour que leurs leaders puissent obtenir du « grand ami de l'humanité » Wilson une paix équitable, c'est-à-dire pour que tout aille pour le mieux et pour que l'Allemagne démocratique, avec la bonhomie et le sang-froid propres au peuple allemand, devienne progressivement socialiste.

Le rêve fut bientôt fini.

Les « vainqueurs », c'est-à-dire les impérialistes au pouvoir en Angleterre, en France et aux Etats-Unis, n'étaient nullement pressés de faire la paix ; par contre, les social-traitres allemands ne s'en hâtèrent que davantage de la faire avec la bourgeoisie allemande. Les amis de Scheidemann accusent exclusivement de tout ce qui suivit les maudits spartakistes : ce sont eux qui ont troublé l'idylle. Or, quiconque est plus ou moins au courant de l'histoire des mouvements sociaux, devait prévoir que cette lutte était inévitable. Le pouvoir des capitalistes allemands n'avait pas été brisé (le pouvoir même des junkers et de la caste militaire restait presque intact) et, comme aucune classe dirigeante n'a jamais renoncé de bon gré au pouvoir qui lui appartenait, la bourgeoisie allemande, elle non plus, ne se montra pas très disposée à consentir à une pareille abdication. D'autre part, il était absurde de supposer que les masses ouvrières avaient supporté pendant quatre ans la faim et les privations de toute sorte uniquement pour laisser à présent, au lendemain de la révolution politique, les spéculateurs jouir en paix de leurs profits.

La lutte économique était inévitable et, en fait, un mouvement gréviste des plus intenses se dessinait dès le mois de décembre. Il était tout aussi difficile de penser que la classe ouvrière dans son entier était satisfaite par les fantaisies des fripouilles de la social-démocratie. Les spartakistes ne formaient que l'avant-garde de la révolution ; leur action était aussi inévitable que le coup de tonnerre après l'éclair. Mais qui a dit A doit dire B, et les social-traitres ne pouvaient que remplir l'obligation qu'ils avaient assumée de défendre le régime bourgeois. On ne peut s'étonner d'une part que de la stupidité sans bornes, de la férocité et de la bassesse de MM. Scheidemann, Ebert, Noske et consorts, et de l'autre de la douceur de mouton avec laquelle le prolétariat allemand supporte depuis plusieurs mois l'infâme domination de ces viles canailles.

Nous n'entreprendrons pas de décrire les atrocités commises librement en régime « socialiste » par les bandes déchaînées d'assassins mercenaires. Mais nous montrerons que pendant la période qui s'étend de novembre 1918 à août 1919, ce gouvernement « socialiste » n'a manifesté dans aucun domaine aucune intention de prendre en considération les besoins du prolétariat.

Tout d'abord, le gouvernement aurait dû songer à répartir plus raisonnablement les approvisionnements qu'il avait à sa disposition. Ce n'était un secret pour personne que le système de répartition établi par le gouvernement impérialiste et qui était si bien construit sur le papier, laissait en réalité un champ d'action très vaste à la spéculation, permettant ainsi aux riches de ne se priver de rien, tandis que le prolétariat des villes était condamné à souffrir de la faim. Le régime « socialiste » ne changea rien à ce système. Au contraire ; on ne vit jamais une spéculation aussi effrénée que sous ce régime. Il semblait qu'une bande d'accapareurs s'efforçait, comme pour défier la révolution, d'accroître encore les souffrances du peuple. Et le pouvoir « socialiste » qui avait toujours prêté des mitrailleuses et des bombes contre les femmes et les enfants, n'était capable d'imaginer aucun plan dans le but de combattre la famine.

La deuxième tâche à laquelle aurait dû s'attacher le gouvernement était de relever à tout prix la production, surtout celle des objets de première nécessité. La tâche n'est certes pas facile, mais elle est réalisable. Il fallait mobiliser l'immense armée des sans-travail dans le but de mettre à pro-

fit, dans le domaine de l'agriculture, toutes les possibilités qui se présenteraient au printemps 1919.

Evidemment, il eût été difficile de s'abstenir d'ingérence dans la propriété privée, car il eût fallu arracher aux junkers leurs terres et cultiver celles-ci dans l'intérêt général. Rien de cela ne fut fait. Les sans-travail continuèrent à languir dans les villes et à vivre de l'assistance publique, ce qui ne pouvait pas ne pas agir sur eux de façon démoralisante, et les villages restèrent privés de main-d'œuvre, car les junkers et les paysans riches proposaient aux travailleurs des conditions de travail qui en faisaient de véritables esclaves. Ils préféraient en effet laisser leurs champs en friche plutôt que de renoncer à leurs procédés favoris d'exploitation. Il en était de même pour les animaux et l'outillage. L'agriculture avait besoin de chevaux ; mais l'immense réserve de chevaux de l'armée fut épuisée et gaspillée sans but lors de la démobilisation. Les officiers et les soldats concussionnaires et les maquignons firent de magnifiques affaires au détriment du bien public. La campagne avait besoin de machines et d'instruments agricoles, mais personne ne songea à adapter à leur fabrication les usines qui pouvaient l'être. Tout fut laissé à l'initiative privée qui se manifesta de telle sorte qu'une partie des fabriques se ferma, jetant sur le pavé les ouvriers qui avaient perdu toute mesure dans leurs exigences, tandis que les propriétaires des autres fabriques trouvaient plus avantageux pour eux de vendre en cachette leur outillage et leurs stocks de matières brutes que de continuer à produire.

Ce fut la même chose dans l'industrie. Il aurait fallu relever à tout prix le rendement des chemins de fer. Ici les difficultés étaient en réalité colossales, mais il est certain qu'on ne proposa aucun plan à ce sujet. C'est seulement ainsi que l'on peut expliquer pourquoi, par exemple, en février-mars, les gigantesques usines Krupp à Essen, bien qu'elles eussent des matières premières en quantité plus que suffisante et bien qu'elles eussent pu, ainsi qu'en témoignent des ingénieurs, s'adapter à la production de locomotives et de wagons, congédiaient une partie de leurs ouvriers et employaient l'autre à des travaux inutiles, parce que les usines Krupp ne recevaient pas de commandes. Les commandes, en effet, étaient réparties avec le souci de sauvegarder les intérêts de « l'industrie dans son entier », c'est-à-dire en réalité de tenir compte des intérêts des industriels considérés isolément et, en premier lieu, des anciens fournisseurs des chemins de fer qui ne désiraient nullement qu'un concurrent aussi puissant que Krupp intervint dans leur domaine. Quant à eux, ils n'arrivaient qu'avec peine à mettre sur le pied de paix leurs entreprises qui avaient été adaptées pendant la guerre à la production de matériel de guerre : quand ils eurent reçu leurs commandes, rien ne les obligea plus à faire diligence. Le résultat fut que les intérêts sacro-saints du capital furent rigoureusement sauvegardés, mais qu'il n'y eut pas de locomotives.

L'industrie houillère occupe une place spéciale. Le bassin de la Ruhr à lui seul peut satisfaire (avec excédent) les besoins de l'Allemagne en charbon. Et cependant, il y a pénurie de charbon.

J'ai eu l'honneur, en février et en mars, sur l'invitation du conseil des ouvriers et soldats du district industriel du Rhin-Westphalie, de prendre part, à Essen, aux travaux de la « Commission des neuf pour la préparation de la socialisation de l'industrie minière » : je suis donc assez bien au courant des faits. Qu'il me soit permis de m'arrêter un peu plus longuement sur cet épisode caractéristique.

Des grèves avaient éclaté en décembre dans le

district de la Ruhr. Il faut bien dire que parfois les exigences des ouvriers n'atteignaient pas leur but. Il y eut par ailleurs des excès : les ouvriers agirent parfois assez brutalement avec les tyrans qu'ils avaient dans la personne de nombre d'ingénieurs et de contremaîtres. D'ailleurs, comment à une époque révolutionnaire aussi surexcitée, éviter les grèves « de violence », « sans motifs plausibles ». En tout cas, ces grèves « de violence » ne furent pas particulièrement nombreuses ; dans la plupart des cas, les motifs étaient plus que suffisants. En janvier, la situation devint nette. Les mineurs étaient guidés par une idée générale : « Nous ne voulons plus continuer à travailler pour les patrons ; les mines sont nôtres pour la socialisation et nous demandons cette dernière ». Ce qu'il fallait entendre par « socialisation », la masse des mineurs ne le comprenait pas très clairement. Par endroits le mouvement adoptait le mot d'ordre : « la mine aux mineurs » ; cependant c'est seulement dans des cas isolés que l'on en tirait toutes les conséquences en allant jusqu'à la prise de possession des mines par les ouvriers. Ces essais se terminèrent toutefois lamentablement, car sans capital roulant et sans débouchés réguliers, il était difficile de maintenir l'entreprise à flot. La « commission des neuf », qui était composée de 3 représentants du Parti communiste, de 3 indépendants et de 3 social-démocrates, mit de l'ordre dans la confusion qui régnait. Le projet qui avait été élaboré se ramenait dans ses traits généraux à ceci : les mines avec tout leur outillage sont déclarées propriété publique et leur gestion est confiée aux travailleurs occupés dans l'industrie minière, qu'ils se livrent à un travail physique ou intellectuel, peu importe. Ainsi : nationalisation de l'industrie minière et remise de sa direction à des conseils des travailleurs des mines. A l'égard de ces conseils, le plan était le suivant : chaque mine est divisée en sections ; dans chaque section un certain nombre de mineurs travaillent sous la direction d'un chef mineur ; le chef mineur surveille les travaux, paie les salaires et est responsable de la sécurité des travaux. En corrélation avec cette division de la mine en sections, des « conseils de section » doivent fixer, conjointement avec le chef mineur, le règlement des travaux, élaborer les tarifs (les mineurs de la Ruhr sont partout partisans du paiement aux pièces), contrôler la sécurité des travaux. Même pour les affaires générales de chaque mine distincte (appelée en Westphalie « Zunft ») il y a un « Zunfttrat » à qui appartient le contrôle général sur toute l'entreprise, contrôle technique et financier. Il est créé un « conseil de district minier » (tout le bassin de la Ruhr est divisé au point de vue administratif en vingt districts miniers) et un « conseil général » pour la gestion de cette région industrielle tout entière. Ce projet fut accueilli avec enthousiasme par la masse ouvrière ; les ingénieurs et les chefs mineurs aussi l'accueillirent avec sympathie. Les ouvriers comprenaient parfaitement qu'un semblable plan ne pouvait être réalisé immédiatement et qu'il se passerait bien du temps avant que l'on arrivât à la socialisation sur la base du système des soviets. Ils étaient disposés à attendre et ils exigèrent du gouvernement la reconnaissance des « neuf » en qualité de représentants des mineurs, l'organisation immédiate des élections des soviets et la remise immédiate à ces derniers du droit de contrôle, sans attendre que la nationalisation eût été réalisée.

Il est facile à comprendre que les capitalistes se soient ameutés contre ce projet. Il est plus difficile de s'expliquer la résistance furieuse qu'il rencontra de la part des dirigeants de l'union des

mineurs, c'est-à-dire d'une organisation ouvrière. Mais ceux qui combattaient l'esprit contre-révolutionnaire des leaders de cette union des mineurs et savent combien leur mentalité est bornée et comme ils sont enclins à la corruption ne s'étonneront pas de ce qu'il y eut d'étrange dans la campagne de basses calomnies provoquée par eux contre la « commission des neuf ».

Et le gouvernement, le gouvernement socialiste ? Si le socialisme avait eu à ses yeux la moindre importance il se serait efforcé avant tout de s'entendre avec la commission des neuf. En effet, l'industrie minière est plus facilement que toute autre susceptible de transformation socialiste, et dès que les ouvriers se seraient rendu compte du caractère sérieux des intentions du gouvernement, l'extraordinaire popularité de ladite commission aurait empêché le désarroi dans cette branche importante de la production. Or, le gouvernement Ebert-Scheidemann n'osa pas s'engager dans cette voie : tout simplement parce que les capitalistes ne le lui auraient pas permis. Le contrôle ouvrier fut repoussé sous le prétexte comique que les lois existantes n'autorisaient pas de prendre connaissance des livres de commerce contre le gré des patrons. La « commission des neuf » ne fut pas reconnue pour des motifs tout aussi ridicules. Par contre, l'assemblée nationale produisit un projet de loi sur la « socialisation » de l'industrie minière dont tout le sens se ramène à ceci : que l'Etat est associé aux tripoteurs des syndicats miniers, que le pouvoir des chefs d'entreprise est accru et que les ouvriers doivent se contenter de concessions apparentes. Kautsky lui-même appela ce projet une mauvaise plaisanterie faite en réponse aux exigences des ouvriers.

Les ouvriers, évidemment, ne se tinrent pas pour satisfaits et le gouvernement ne trouva rien de mieux à faire que d'envoyer dans le bassin de la Ruhr les bandes de brigands de Noske. La grève d'avril s'ensuivit et la désorganisation complète de l'industrie minière.

Depuis lors, la productivité du travail n'a fait que tomber ; partout règne un chaos auquel il ne sera certes pas facile, même à un gouvernement révolutionnaire, de mettre fin.

Cet épisode me paraît être très édifiant. Il n'y a rien d'étonnant à ce que, se sentant tout à coup affranchis de l'insupportable esclavage du salariat, les ouvriers soient portés à commettre des excès, à présenter des exigences impossibles à satisfaire et à oublier le sentiment du devoir ; nous en avons eu un assez grand nombre d'exemples en Russie sous le régime de Kérensky et pendant les premiers jours de la révolution d'octobre. Mais ici il en a été tout à fait autrement. Les excès et les exigences inconsidérées ne furent dans le bassin de la Ruhr, comme il a déjà été dit, que de rares exceptions. La discipline s'était maintenue : la productivité du travail avait baissé évidemment par suite de l'insuffisance de l'alimentation, mais, en janvier, la situation n'avait encore rien de terrible (1). Elle était la suivante :

(1) Il faut accueillir avec beaucoup de prudence les affirmations contraires des chefs d'entreprise. Il ne faut pas oublier en effet que dans l'industrie minière il est difficile de déterminer la productivité véritable, car à côté des travaux qui ont pour but l'extraction directe de la houille, ont toujours lieu fatalement d'autres travaux dont le but est d'assurer la sécurité du travail et de nettoyer les puits en vue de la production ultérieure (combler certains puits, percer de nouvelles couches, etc.). Pendant la guerre ces travaux non productifs au premier abord avaient été très délaissés, de là une baisse apparente de la production ; il fallut donc s'y adonner avec d'autant plus d'activité.

La masse ouvrière, guidée par un juste instinct de classe, s'était attachée à l'idée de la socialisation ; ses représentants (la commission des neuf) faisaient tout leur possible pour maintenir la production et s'efforçaient de toutes les façons d'inculquer l'idée que le gouvernement, s'appuyant sur les ouvriers, pouvait faire une partie importante du travail socialiste préparatoire, rendant par ce fait au prolétariat allemand un service immense au double point de vue politique et économique. C'était là, en tout cas, engager la lutte contre les propriétaires des mines, c'est-à-dire contre les groupes les plus influents et les plus en vue de la bourgeoisie allemande. Le gouvernement en était incapable. Entre lui et les mineurs la lutte qui allait coûter si cher à la classe ouvrière allemande devait éclater fatalement.

L'état des choses que nous avons pu observer ici avec un relief particulier s'est manifesté dans tous les autres domaines.

La lutte économique était inévitable. Le gouvernement issu de la révolution se montra l'esclave dévoué de la bourgeoisie, ce qui contribua beaucoup à rendre cette lutte encore plus aiguë. Dans ces conditions, il ne pouvait évidemment pas être question d'atténuer les misères provoquées par la guerre.

Les conséquences de cette situation se firent très vite sentir sous la forme de la banqueroute de toute la vie économique ; les leaders de la social-démocratie n'avaient pas cessé d'affirmer qu'aussi longtemps que la paix n'était pas signée, l'Allemagne devait s'abstenir des mesures socialistes, les gouvernements des alliés pouvant profiter du « danger socialiste » pour écraser complètement l'Allemagne.

Les adeptes stupides de ce parti, ceux qui avaient passé de longues années à son école anti-révolutionnaire, ajoutaient foi à ces fables. Ils aimaient à masquer leur épaisseur d'esprit petite-bourgeoise et leur mentalité anti-révolutionnaire par des discours où ils affirmaient « qu'il n'y avait rien à faire maintenant ; qu'il fallait d'abord leur permettre d'obtenir la paix et qu'ensuite, il serait possible de réaliser leur programme social-démocratique ». Et enfonçant leurs oreilles dans leurs bonnets de nuit, ils laissèrent à « l'héroïque » Noske le soin de maintenir l'ordre et la tranquillité.

Ils ne voulaient pas voir que la seule voie de salut pour le prolétariat allemand était dans l'alliance avec les ouvriers révolutionnaires des pays de l'Entente, ce qui n'était toutefois possible que dans le cas où ces derniers pourraient se rendre compte à l'évidence que l'Allemagne avait rompu nettement avec l'impérialisme et que la paix devait être conclue avec une nouvelle Allemagne socialiste.

Or, le gouvernement de Scheidemann, dans sa bêtise, fit tout pour prouver au monde entier qu'il n'y avait rien de changé en Allemagne et que l'on s'était borné à renverser quelques trônes. Quand on jette un regard en arrière sur les mois qui précéderont la signature la paix, quand on se rappelle l'attitude des délégués allemands à Spa, la conduite de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement, ainsi que le ton de la presse, on est forcément l'impression, que tout le monde en Allemagne semblait s'être mis d'accord pour empêcher toute solution favorable de la crise vécu par ce pays. Le choix seul des personnages chargés de préparer la paix témoigne déjà d'une maladresse inouïe : le rôle de premier violon à Spa fut donné à Erzberger, incarnation de la prétraille, fortement compromis dans les milieux diplomatiques internationaux et doué de l'étonnante faculté d'attirer toujours et en tous lieux sur sa person-

ne le mépris et la haine. A Versailles on envoya à dessein les brailards les plus emballés et les plus belliqueux — David et Landsberg.

L'Assemblée nationale ne faisait que des platitudes devant Wilson, ou bravait l'ennemi par des discours grandiloquents. Et dans les coulisses on escomptait, sans raisons sérieuses, les désaccords entre les vainqueurs ; on espérait avec une naïve malice que l'absence d'unité parmi eux les empêcherait de profiter jusqu'au bout des avantages de la situation.

On peut voir maintenant le résultat de cette politique sans talent : des conditions de paix telles qu'il est difficile d'en imaginer de plus dures. D'un côté, ces conditions portent le coup de grâce à l'Allemagne impérialiste, à l'Etat allemand en tant que « grande puissance » et de l'autre, le peuple allemand devient pour plusieurs dizaines d'années le débiteur asservi des capitalistes alliés.

La presse bourgeoise et social-démocrate se plaint surtout amèrement des pertes territoriales. Au point de vue bourgeois, ces lamentations sont très naturelles, mais pour le prolétariat allemand la cession de provinces autrefois conquises par la Prusse n'a pas une si grande importance. On exagère fortement aussi les conséquences économiques de ces pertes territoriales. Il est vrai que le danger de voir la France et la Pologne établir des tarifs douaniers protectionnistes — tout comme l'Allemagne l'avait fait elle-même jusqu'à présent, n'est pas écarté. Mais même dans ce cas, le développement économique de l'Allemagne ne saurait être arrêté, car ses lois sont dictées avant tout par sa situation géographique et par les conditions du marché. L'industrie d'Alsace-Lorraine continuera comme auparavant à desservir principalement les marchés allemands et, en second lieu seulement, les marchés français, suisses et en partie ceux des pays d'outre-mer. Il est vrai que l'écoulement en France peut devenir plus grand que jusqu'à présent, mais il n'est pas probable que cet accroissement ait lieu au détriment de l'écoulement en Allemagne pour cette simple raison que le marché français n'offre pas une capacité particulièrement importante en ce qui concerne les produits qui nous intéressent : produits manufacturés, meubles, machines, instruments. Les hommes politiques français ne songent même pas à interrompre cette exportation, car ce serait tuer d'un seul coup l'industrie des pays nouvellement conquis. Certes, les intérêts du capital financier allemand sont menacés. Jusqu'à présent, l'industrie d'Alsace-Lorraine était financée par les grandes banques de Berlin et elles en tiraient de gros bénéfices. Désormais, ces banques seront évidemment évincées par celles de Paris. Mais ce n'est pas cela qui peut chagriner le prolétariat allemand. Du côté de la Pologne le danger est plus sérieux ; l'Allemagne perd la Posnanie et la Prusse occidentale, deux provinces qui lui donnaient leur respectable excédent de produits agricoles. Mais on se demande où ces provinces pourront écouler cet excédent lorsqu'il existera derechef des conditions normales de production et d'échange. En tout cas ce ne sera pas du côté de l'Orient, car l'ancienne Pologne russe n'a pas besoin d'importer ces produits. La Galicie occidentale continuera à recevoir les grains dont elle a besoin de la Galicie orientale et de la Hongrie.

La Haute-Silésie, si elle passe à la Pologne, en admettant que tout se fasse ainsi que le veulent les brasseurs d'affaires capitalistes, deviendra l'arène d'une bacchanale effrénée. Il est clair que les Américains ont déjà jeté leur dévolu sur l'industrie de la Haute-Silésie destinée à devenir l'objet de leur activité dévoratrice ; ils financeront l'industrie en s'efforçant de mettre à profit toutes

ses possibilités de développement. Et ici il est possible de faire énormément. En effet, jusqu'à présent, le développement de l'industrie en Haute-Silésie avait été retardé par la politique douanière de la Russie et de l'Autriche qui mettaient obstacle à l'exportation ; par suite de la réunion de la Haute-Silésie à la Pologne, cette industrie est destinée à fournir la Pologne, la Lithuanie, la Russie Blanche et l'Ukraine en fer, en charbon, en produits chimiques et en machines. Ce sont des perspectives brillantes si l'on prend en considération que toutes ces régions ont besoin de chemins de fer, de gaz, de conduites d'eau et de canalisation pour les villes, d'instruments et de machines agricoles. Mais tous ces besoins ne se développeront que peu à peu, tandis que l'industrie de la Haute-Silésie pour peu qu'elle donne la totalité de son ancienne énergie, est à même de produire incomparablement davantage. Aussi, indépendamment des nouvelles frontières, la houille et le fer de la Haute-Silésie continueront à trouver les débouchés indiqués par la situation géographique du pays : Berlin, la Saxe et surtout le centre de l'Allemagne orientale. Il ne pourra venir à l'esprit d'aucun gouvernement polonais, ni des capitalistes anglo-américains qui commandent dans la coulisse à ce dernier, d'empêcher cette exportation. Car ils seraient les premiers à souffrir d'une semblable mesure.

Il ne résulte nullement du fait que les frontières politiques sont modifiées, que la population allemande doit être privée des produits provenant des régions cédées. Par contre les capitalistes allemands y perdront : le capital financier allemand devra renoncer à la part du lion dans la plus-value qui était produite dans ces régions et qu'il recevait sous forme de rentes ou de bénéfices patronaux.

En tant que grande puissance, l'Allemagne est également assez éprouvée. Sans parler de la perte de quelques millions de sujets, son rôle sur le marché mondial deviendra beaucoup plus modeste, du moment qu'elle ne pourra plus diriger de Berlin le commerce de l'Alsace-Lorraine et des provinces polonaises. A ce point de vue, la perte de Danzig lui est doublement sensible. Car Danzig, « ville libre », restera évidemment une fiction ; en fait Danzig deviendra un point d'appui pour l'Angleterre dans la mer Baltique et les capitalistes anglais ne tarderont pas à se servir de ce nouveau levier pour étendre leur domination mondiale. Telle la portée de cette transaction.

La perte des colonies a une importance analogue. Les masses des travailleurs allemands ne perdent absolument rien à ce que le sud-ouest africain (les « sables »), les Iles Marianne (ou des Voleurs) et autres « grandeurs » coloniales s'en aillent à tous les diables et à ce que le drapeau noir-blanc-rouge y soit remplacé par une autre loque « nationale ». Par contre, la perte subie ici par le capital financier est hors de doute. Cette perte est d'autant plus sensible pour lui, que peu de temps avant le début de la guerre mondiale, dans tous ces « sables » et ces « fosses d'aisance » de grandioses entreprises d'escroquerie avaient été organisées, qui laissaient entrevoir les plus séduisantes perspectives. Maintenant ces entreprises seront dirigées de New-York et de Londres, et les banques allemandes devront se contenter du rôle de spectatrices.

Mais les masses ouvrières allemandes sont lourdement frappées par la contribution de plusieurs dizaines de milliards imposée à l'Allemagne par le traité de paix. Le montant n'en est pas encore fixé exactement. Nous savons seulement que si tout marche comme le veulent les vainqueurs, il

faudra plusieurs dizaines d'années de tension extrême des forces économiques populaires pour payer cette contribution. Pour garantir le paiement de ce tribut excessif, les vainqueurs désarment le peuple allemand et placent sous leur contrôle ses finances et avec elles toute sa vie intérieure. Aucun peuple européen n'avait connu jusqu'aujourd'hui une pareille forme de l'esclavage capitaliste. Si ces desseins réussissent, le prolétariat allemand est menacé avec le peuple allemand tout entier, d'une misère sans bornes et d'une régression dans le domaine de la civilisation sans exemple dans l'histoire de l'humanité.

Le gouvernement d'Ebert et de Bauer n'a pas encore, jusqu'à ce jour, fait connaître au monde comment il se représente l'exécution du traité qu'il a conclu.

Avec l'ignorance qui les caractérise, ces politiciens de malheur ne se rendent probablement pas compte de ce qu'ils ont fait. Pour le moment, laissant à leur Noske le soin de maintenir l'ordre et la tranquillité au moyen de mitrailleuses et de bombes, nos grands bêtards, avec l'air affairé des singes savants, sont occupés à ravauder une constitution et à d'autres niaiseries du même genre.

Et le prolétariat allemand ? Au moment où nous écrivons ces lignes, il semble qu'abandonnés par tous les « bons esprits », les ouvriers allemands suivent le courant. Evidemment, « tout n'est pas pour le mieux dans notre empire » : grève des mineurs, grève des employés des banques, grève des cheminots, — tel est le bilan des derniers télégrammes. En ce qui concerne l'agriculture, les nouvelles sont désespérantes. La levée tant attendue du blocus n'a pas encore eu lieu. Il est vrai que les Américains ont commencé le ravitaillement du pays ; mais avec l'astuce d'usuriers endurcis, ils envoient en premier lieu des produits manufacturés, ce qui est bougrement profitable pour eux-mêmes et pour les importateurs allemands qui sont de connivence avec eux, car il est évident que ces marchandises (chaussures, étoffes, etc.) trouvent plus d'acheteurs qu'il n'en faut. Mais au point de vue économique, cela resserre encore davantage la corde jetée autour du cou de l'Allemagne et augmente encore son passif. Il se peut qu'avec le temps l'importation de vivres et de matières premières devienne plus intense. Cependant il s'agit encore de savoir si, par ce moyen, l'appareil économique pourra se mettre à fonctionner normalement. La tranquillité que désirent si ardemment les grands filous politiques qui se sont introduits dans les palais gouvernementaux, ne serait possible que si le prolétariat allemand, renonçant à vouloir vivre une vie civilisée, consentait sans broncher à porter le joug et à se courber comme un esclave sous le fouet de la famine, manié par les capitalistes nationaux et étrangers.

Nous n'y croyons pas pour le moment. Nous pensons que la situation actuelle de l'Allemagne n'est autre chose que le calme avant la tempête, qui, après s'être déchaînée au cœur de l'Europe, passera sur le monde civilisé entier et anéantira à jamais la force mauvaise des vainqueurs d'hier.

Les regards du monde prolétarien sont fixés avec anxiété sur Berlin ; la victoire restera-t-elle à la meute des défenseurs de l'ordre ou bien l'esprit spartakiste, l'esprit de révolte va-t-il se réveiller ? Celui qui connaît le prolétariat allemand ne peut pas douter de la réponse que la vie donnera à cette question.

J. MARCHLEVSKY (Karsky).

Les Unions Professionnelles et la contre-révolution en Hongrie

La question du rôle des unions professionnelles dans la révolution prolétarienne a été l'une des plus contestées, l'une des plus chaudement et longuement discutées au Congrès de l'Internationale Communiste. Les avis les plus différents ont été exprimés sur les divers aspects de cette question.

Les représentants des partis communistes des pays où les unions professionnelles ont un état d'esprit révolutionnaire, démontraient la nécessité indiscutable et l'énorme importance de l'activité des unions professionnelles pour l'état prolétarien dans la période de transition entre la production capitaliste et la production communiste.

D'autres membres du Congrès, et surtout les communistes allemands insistaient sur l'inutilité et l'inconséquence de l'existence des unions professionnelles à l'époque de la révolution prolétarienne, leur direction se trouvant, dans la plupart des cas, entre les mains des social-démocrates embourgeoisés.

La preuve du fait que de semblables unions professionnelles embourgeoisées peuvent jouer un rôle nettement contre-révolutionnaire au cours de la révolution prolétarienne nous est donnée par l'histoire des quatre mois d'existence et de la chute momentanée de la république hongroise des Soviets. Les manœuvres opportunistes des unions, leur tendance à la conciliation avec la bourgeoisie ont ébranlé les fondements de la république des Soviets et l'ont fait tomber, quand les unions professionnelles se sont mises à la tête de la contre-révolution.

Nous n'avons reçu sur les derniers jours de la république hongroise des Soviets que de rares informations et nous ne pouvons même nous rendre compte dans quelle mesure celles-ci sont tendancieusement déformées et dans quelle mesure elles correspondent à la réalité. En tout cas, elles esquissent assez clairement le rôle décisif des unions professionnelles dans le renversement du gouvernement des Soviets en Hongrie.

Par leur teinte politique, les unions professionnelles hongroises appartenaient à la catégorie des unions non révolutionnaires, embourgeoisées dans le sens le plus complet du mot. Leur développement dans ce sens découlait inévitablement de la position qu'elles avaient prise dans le mouvement prolétarien hongrois.

L'organisation du Parti social-démocrate hongrois avait eu lieu dans des conditions assez particulières, les ouvriers industriels

entrant dans leurs unions professionnelles et devenant de ce fait membres du Parti social-démocrate. Il y avait en outre dans le Parti une organisation dite libre, dans laquelle on pouvait entrer sans passer par les unions professionnelles. Mais 10 % à peine de l'ensemble des membres du Parti social-démocrate adhéraient à cette organisation. Les autres 90 % n'étaient membres du Parti que parce qu'ils avaient adhéré aux unions professionnelles. Ce système avait sur le mouvement prolétarien hongrois une double répercussion : d'abord les ouvriers n'adhérant au Parti que pour ainsi dire de seconde main apprenaient à connaître les chefs du mouvement bien plus sur le terrain de l'activité professionnelle que sur celui de l'action du Parti ; ensuite les couches supérieures les plus opportunistes du Parti tendaient à conserver la direction du mouvement professionnel car leur rôle dirigeant dans les unions leur assurait une influence considérable dans le Parti et par conséquent le pouvoir sur les masses. La fusion du Parti et des unions professionnelles conduisit à la dictature des opportunistes qui, pendant des dizaines d'années, étouffèrent dans le Parti les éléments révolutionnaires. Et la création des groupes révolutionnaires de gauche en dehors du Parti était entravée par ce fait que sortir du Parti équivalait à perdre tous les avantages économiques attachés pour les ouvriers organisés, à leur qualité de membres des unions professionnelles.

Quand les communistes agirent en Hongrie, la social-démocratie hongroise alliée à la bourgeoisie s'efforça immédiatement de tirer parti des unions professionnelles pour les combattre. Par suite de la notion erronée de l'unité des unions professionnelles, notion profondément ancrée dans les milieux ouvriers, il fut très difficile de faire comprendre aux travailleurs que la création d'une organisation politique plus révolutionnaire ne menaçait en rien l'unité de leur organisation économique. Peu de temps avant la révolution prolétarienne en Hongrie, la domination des tendances bourgeoises dans les unions professionnelles s'était affirmée par suite de l'adhésion au Parti social-démocrate de groupes entiers de petite et de moyenne bourgeoisie : les professeurs, les sculpteurs, les employés, les officiers, etc., etc., organisèrent leurs propres unions et cette masse, dépourvue de conscience de classe, pénétrée d'opinions et d'aspirations petites bourgeoises fut

l'appui des chefs opportunistes. Les conditions dans lesquelles se créa la République hongroise des Soviets, non seulement ne modifièrent pas cet état de choses anormal, mais contribuèrent encore à son affermissement et à sa prospérité ultérieure. Le Parti communiste uni aux social-démocrates pour exercer la dictature prolétarienne, fut involontairement contraint de l'accepter. A la vérité, les meneurs les plus droitiers du mouvement professionnel avaient été écartés dès le début de toute activité dans l'établissement de la dictature prolétarienne; mais des individus tels que les disciples de Kautsky, Garami et Buchenser depuis longtemps vendus à la bourgeoisie pour quelques avantages matériels ou bien encore les Peidl et les Peyer vendus peut-être à meilleur compte, des traîtres mêmes qui s'étaient sauvés avec la bourgeoisie, restèrent en relation avec les unions professionnelles. D'autres opportunistes moins conséquents, pour lesquels l'opportunisme était peut-être une sorte d'art pour l'art, se mirent au service du pouvoir prolétarien sans rien changer pourtant à leurs opinions bourgeoises. Toute la bureaucratie supérieure des unions professionnelles appartenait à ce type et entravait, plutôt qu'elle n'y contribuait, l'œuvre de construction du nouveau régime. La lutte entre ces éléments et les communistes était inévitable. Les premiers succès stratégiques dans cette lutte furent aux « professionnels », parce que, dans le Parti unifié, nommé à cause de l'insistance des chefs du mouvement professionnel, *socialiste* et non *communiste*, l'ancien système d'organisation, fondé sur la fusion totale avec les unions, avait été conservé. Sous la domination capitaliste, on pouvait encore justifier une semblable union en soutenant que les unions professionnelles groupaient les masses ouvrières pour la lutte contre les entrepreneurs capitalistes et que la dictature du Parti se manifestait de la sorte; maintenant que le prolétariat était au pouvoir, cette fusion devenait superflue: les unions, pénétrées d'un esprit bourgeois, ne pouvaient être les organes de lutte du prolétariat et continuaient pourtant à avoir dans le Parti une influence presque illimitée.

Une série de tentatives fut faite dans le but d'adapter les unions à la dictature prolétarienne. Au début d'avril, la Commission Centrale des unions professionnelles indiqua dans les lignes essentielles suivantes les nouvelles tâches des unions: les contrats de salaires collectifs restaient en vigueur jusqu'à la fixation d'une nouvelle rémunération du travail. Les unions devaient dans la mesure de leurs forces contribuer à la socialisation et tendre à maintenir la production. C'était leur devoir de s'occuper de l'éducation révolutionnaire des ouvriers et du maintien de la discipline révolutionnaire du travail... Dans la République des Soviets les unions professionnelles ne devaient plus avoir recours aux anciennes méthodes de lutte, grève et boycottage. Mais à l'heure même où elle faisait cette déclaration platonique, la Commission Centrale des

unions décida que tous les fonctionnaires responsables des unions professionnelles, tant dans la capitale qu'en province, conserveraient leurs anciennes situations et, de cette façon, tous les fils du mouvement prolétarien restèrent entre les mains des anciens opportunistes confortablement installés à la direction des unions. Une autre décision de la Commission Centrale d'après laquelle l'exclusion d'une union professionnelle entraînait l'exclusion du Parti, mit tout le Parti au pouvoir des opportunistes que nous avons qualifiés plus haut de « professionnels ».

Un fait important montra que ces unions qui formaient l'appui principal de la République des Soviets et reléguaient même au second plan les Soviets eux-mêmes, paralysaient les forces du prolétariat en lutte. Dès le début de mai, quand les Roumains et les Tchéco-Slovaques passèrent à l'offensive, les chefs du mouvement professionnel proposèrent de cesser la lutte contre la bourgeoisie hongroise et étrangère et de former un gouvernement « ouvrier » neutre, n'ayant rien de commun avec la dictature prolétarienne. Les efforts héroïques et l'exemple personnel des communistes réussirent à écarter cette tentative de trahison et à provoquer un tel enthousiasme dans les masses ouvrières que les unions professionnelles elles-mêmes mobilisèrent, envoyant la moitié de leurs membres sous les drapeaux de l'armée rouge. Mais les chefs de la Hongrie des Soviets ne purent garder longtemps la radieuse illusion que cet enthousiasme avait marqué la fin de la lutte des unions professionnelles; les événements ultérieurs montrèrent promptement que la mobilisation des unions professionnelles avait mis toute l'armée rouge entre les mains de leurs meneurs.

Vers le 15 mai déjà, Bela-Kun dut déclarer une guerre ouverte aux unions professionnelles en exigeant leur séparation des organisations politiques de la classe ouvrière. « Les unions professionnelles, disait-il, doivent s'occuper de remplir leurs tâches économiques extrêmement importantes; quant à la solution du problème politique, celle-ci doit être exclusivement l'œuvre du Parti ». Mais à présent, les défenseurs des unions professionnelles ont jeté le masque et confessé leur véritable nature. Velner, rédacteur de l'organe du Parti et le Commissaire du peuple pour l'instruction Kunfi se sont ouvertement mis à la tête de l'ancienne bureaucratie des unions. Ils insèrent des articles en faveur du rôle politique des unions professionnelles dans un journal apolitique boulevardier. Car il serait vraiment trop étrange qu'ils fissent de l'agitation contre le Parti dans un organe appartenant à ce dernier.

La tendance « professionnelle » a crié à l'ingratitude noire de ceux qui voulaient priver de leur influence politique les unions dont la mobilisation avait sauvé la République des Soviets. Le cours des opérations militaires et des événements extérieurs a empêché les communistes de mener ce combat jusqu'au bout et les unions profes-

sionnelles ont profité du répit pour se préparer à une nouvelle attaque.

Autant qu'on peut en juger d'après les informations fragmentaires qui nous sont parvenues du Congrès des unions professionnelles et de la Conférence du Parti qui ont eu lieu en juin, ces assemblées ont servi de champ de bataille aux deux groupes. Les unions professionnelles eurent de nouveau le dessus au sujet de l'appellation du Parti, en s'opposant à ce qu'il fût appelé « Parti Communiste ». Le désaccord entre les partisans des unions professionnelles et les Communistes devenait toujours plus profond, cependant que s'accentuait l'unanimité existant dès le début, entre les chefs émigrés du mouvement professionnel et leurs collègues hongrois grimés en communistes. Ces derniers, après une courte période d'hésitation, sortirent du gouvernement des Soviets à l'un des moments les plus difficiles que le pouvoir ouvrier eût à traverser, quand éclata l'insurrection contre-révolutionnaire. Et ils se mirent à préparer dans les unions les bases d'une contre-révolution.

Les unions professionnelles qui, peu de temps auparavant inscrivait au nombre de leurs tâches la nationalisation de la production, penchèrent alors nettement en faveur d'un accord avec la bourgeoisie, c'est-à-dire en faveur du rétablissement de la production capitaliste.

Les mêmes unions qui, quelque temps au-

paravant, mobilisaient leurs membres pour défendre le gouvernement des Soviets, qui exigeaient le pouvoir politique et voulaient prendre part à l'agitation du prolétariat, qui se déclaraient les représentants authentiques du prolétariat, se prononcèrent contre la guerre défensive de la révolution et, de leurs propres mains, détruisirent l'édifice de l'état ouvrier, vendirent et perdirent le gouvernement prolétarien.

Quelle que soit la pauvreté de nos informations sur les deux derniers mois d'existence de la république hongroise des Soviets, quelle que soit pour nous l'obscurité des causes et des conditions de sa chute, le rôle contre-révolutionnaire des unions professionnelles qui découle de tout leur développement, ne fait pas pour nous l'ombre d'un doute. La nouvelle révolte inévitable du prolétariat hongrois contre la bourgeoisie devra nécessairement être précédée par l'affranchissement de l'organisation politique du prolétariat de la dictature des unions professionnelles. Cet affranchissement est nécessaire, non parce que les unions professionnelles sont en général incapables de mener à bonne fin la lutte des classes, mais parce que les unions professionnelles hongroises sont pénétrées d'opportunisme et d'esprit bourgeois, parce que, au lieu de se trouver à la tête de l'armée du prolétariat militant, elles constituent en fait l'avant-garde de la contre-révolution.

A. ROUDNIANSKY.

Chronique Internationale

UKRAINE

La « Rada Centrale » ukrainienne, quoique étant composée de paysans, d'ouvriers et de soldats ukrainiens, n'a jamais pu se placer sur le terrain de la lutte révolutionnaire des classes.

Elle cherchait toujours une position moyenne entre l'armée prolétarienne et l'armée réactionnaire du grand capital. Elle ne voulait, ni être meneur de la révolution sociale, ni être rétrograde en faveur de la réaction bourgeoise.

Mais la lutte qu'elle a commencée contre les bolcheviks a rejeté la « Rada Centrale » dans les bras des généraux allemands. Ce dernier fait la conduisait au tombeau de son existence politique. Car le 29 avril 1918, le règne de l'hetman Skoropadsky renversa l'étrange création des mouvements nationalistes ukrainiens.

Quoique les partis dominants dans la « Rada Centrale » fussent toujours ceux des socialistes, sa politique restait invariablement bourgeoise.

Elle ne voulait pas s'appuyer sur les Conseils des ouvriers et des paysans ; au contraire, elle voulait installer en Ukraine le système parlementaire, c'est-à-dire, qu'elle entendait maintenir l'ordre capitaliste. Ainsi, la première tentative d'introduire en Ukraine la soi-disant démocratie, conduisit à une banqueroute complète.

Mais le régime de l'hetman Skoropadsky n'a pas été de longue durée. Les révolutions allemande et autrichienne ont provoqué en Ukraine l'insurrection armée des nationalistes et social-patriotes ukrainiens. Cette fois, ce fut le gouvernement du « Directoire » qui prit le pouvoir en décembre 1918.

Mais, fait étrange, ce dernier gouvernement se trouve dans la même situation que la « Rada Centrale » une année auparavant. Il se trouvait entre le grand mouvement révolutionnaire du prolétariat, des paysans pauvres ukrainiens et la Russie soviétique d'un côté — et l'attaque féroce des gouvernements réactionnaires de France et d'Angleterre de l'autre.

L'histoire de la « Rada Centrale » se répéta avec ce dernier gouvernement. Il cherchait à s'appuyer sur l'Entente réactionnaire et recommençait la lutte contre la Russie et l'Ukraine soviétistes.

Cette fois, ce furent le gouvernement réactionnaire russe de Denikine, aidé par l'Angleterre, et le gouvernement réactionnaire polonais de Paderewsky, aidé par la France, qui ont battu et détruit le gouvernement du « Directoire » ukrainien.

Dans la « Rada Centrale » comme dans le « Directoire », les socialistes opportunistes prédominaient. Les socialistes révolutionnaires de droite et les social-démocrates détenaient tout le pouvoir. Mais

leur socialisme était tel qu'il ne les empêchait pas de travailler d'accord avec l'Entente réactionnaire contre le gouvernement soviétiste de l'Ukraine.

De novembre 1919 à avril 1920, ce fut l'époque varsoviennne du gouvernement de Petlioura : ce fut aussi la fin de toutes les illusions de la démocratie ukrainienne. Aussi, 1920 se passe en une lutte acharnée et continuelle du gouvernement des grands propriétaires polonais et des nationalistes ukrainiens contre la Révolution.

Tandis que l'Amérique et l'Angleterre aident la Pologne par tous les moyens, la France soutient le gouvernement de Wrangel (une étoile nouvelle de la réaction mondiale) par ses envois d'argent, de munitions et par la reconnaissance officielle de son gouvernement.

Et c'est en ce moment que le gouvernement nationaliste de Petlioura entame des pourparlers avec la bande de gardes blancs qui a fait son nid en Crimée, sous le protectorat de la France et de l'Angleterre.

Maintenant, parmi les compagnons de Petlioura, on ne trouve plus de socialistes révolutionnaires ukrainiens « de droite », parce qu'ils ont passé à gauche... Même les social-démocrates qui ont été ses associés les plus fidèles depuis les premiers jours de la révolution prolétarienne, se sont divisés en deux groupes : 1° ceux qui professent impudiquement leur fidélité pour leur chef aventurier, collaborent avec lui en un accord touchant ; 2° ceux qui n'osent plus proclamer et reconnaître leur chef aux yeux de tout le monde, tout en travaillant encore avec lui.

Mais cependant, Petlioura a trouvé d'autres associés ; ce sont des petits bourgeois ukrainiens, soi-disant socialistes-fédéralistes. Et il ne reste plus aucun doute que le gouvernement ukrainien soit franchement et ouvertement l'allié du gouvernement réactionnaire russe de Wrangel.

Ainsi, nous voyons que les nationalistes ukrainiens, qui ont lutté autrefois contre le régime du tsar, pour la prétendue libération nationale, se sont réunis avec les anciens généraux du tsar, c'est-à-dire avec les ennemis des masses travailleuses d'Ukraine.

Encore une fois, le mensonge de la libération nationale se manifeste de la manière la plus explicite ! Les intérêts économiques des classes ont dominé toutes les sympathies, et nous prouvent encore une fois que le drapeau national n'est qu'un moyen, grâce auquel les capitalistes emplissent leurs coffres-forts.

Et les démocrates de l'Ukraine, comme ceux du monde entier, ne servent pas d'autres intérêts que ceux du capital. Où sont les socialistes opportunistes qui ont travaillé dans la « Rada Centrale » ?

Les social-démocrates ont perdu tous leurs membres ; ceux-ci ont quitté les meneurs traîtres pour passer dans les rangs des communistes.

Les socialistes révolutionnaires étaient divisés depuis le commencement de la révolution. L'aile gauche, connue sous le nom de « parti communiste borotbiste » combattait avec les bolcheviks contre Petlioura et a récemment accompli sa fusion avec les communistes bolcheviks.

L'aile droite, connue sous le nom de « parti centriste » a retiré son aide à Petlioura depuis son accord avec les Polonais, et, graduellement, a abandonné ses préjugés parlementaires pour adopter le système des Conseils. Elle a voulu même proclamer

son adhésion à la 3^e Internationale ; mais elle s'est bornée à l'inscrire dans ses archives !

Nous avons aussi un parti socialiste révolutionnaire soi-disant « borotbiste de gauche ». Mais le 20 juin dernier, il a rejoint le parti communiste d'Ukraine.

Il y a encore un petit parti communiste ukrainien, indépendant et qui tarde à adhérer au parti communiste.

Les social-patriotes russes (mencheviks) et les socialistes révolutionnaires qui, autrefois, avaient une certaine influence en Ukraine, ont aujourd'hui disparu complètement.

Tous les prolétaires et les paysans pauvres ukrainiens sont menés et organisés par le parti communiste. Et nous avons maintenant d'un côté la contre-révolution mondiale menée par les impérialistes polonais, les réactionnaires russes et les nationalistes ukrainiens, tous alliés pour la cause capitaliste, et, de l'autre côté, le prolétariat et les paysans pauvres de la Russie et de l'Ukraine soviétistes, alliés pour la cause de la révolution socialiste mondiale.

Tous les nationalistes ukrainiens savent parfaitement que la République ukrainienne des Conseils a obtenu toute la liberté désirée pour sa culture nationale, mais cela ne les empêche pas de mentir impudemment et d'affirmer que les bolcheviks ont persécuté la langue ukrainienne.

La soi-disant démocratie ukrainienne d'aujourd'hui a entièrement passé du côté de la contre-révolution et a vendu ses revendications nationales de la langue et de la culture aux généraux réactionnaires de Wrangel, pour un plat de lentilles ! Soit le droit d'exploiter la classe ouvrière !

L'histoire de la révolution socialiste en Ukraine nous fournit l'exemple de la faillite inévitable à laquelle aboutit la tactique des socialistes opportunistes tels que Jean Longuet, MacDonald, Hilferding, etc.

Le camarade Vinitchenko qui fut deux fois à la tête du gouvernement socialiste opportuniste ukrainien, a, pendant cette période, acquis la conviction qu'il est impossible d'introduire le socialisme par la « démocratie » et, à son tour, devenant communiste, passait à l'Ukraine soviétiste pour défendre le système des conseils contre les assauts nationalistes.

Voilà un exemple fort instructif pour tous les socialistes qui ont, sans hésitation, lié leur vie au sort, aux espoirs, au destin de la classe prolétarienne.

D'un côté, le social-démocrate Petlioura, devenu social-traître, qui se bat du côté de la contre-révolution mondiale.

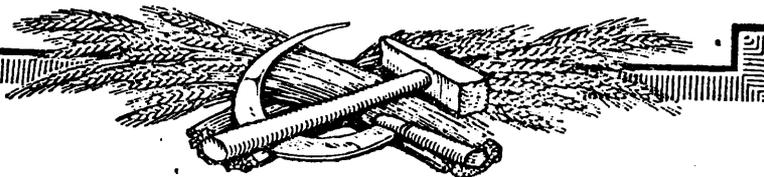
Et de l'autre côté Vinitchenko, social-démocrate, devenu communiste qui se bat pour la révolution mondiale.

Voilà la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne.

G. PIDDUBNY.



ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Le premier mois de l'activité du nouveau Comité Exécutif de l'Internationale Communiste qui a été nommé le 7 août, a été presque entièrement consacré au problème le plus immédiat du mouvement, c'est-à-dire à la consolidation des partis communistes de chaque pays, à l'élimination des éléments opportunistes de ces partis, et à la fusion de toutes les forces vraiment communistes.

Le Comité Exécutif a accordé une attention spéciale au Parti Socialiste Indépendant allemand, particulièrement riche en éléments opportunistes.

A la réunion du C.E. du 9 août, qui fut tenue pour éclaircir les relations entre le Parti Indépendant et l'Internationale Communiste, un certain nombre de questions furent posées aux représentants de l'U.S.P.

Les deux suivantes sont les plus importantes :

1. — Considèrent-ils comme acceptables les conditions d'affiliation à la 3^e Internationale comme les a confirmées le Congrès ?

2. — Quelle est leur attitude envers la demande du Congrès concernant l'exclusion du Parti des éléments de droite, des social-traitres ?

* Les délégués de l'U.S.P. diffèrent d'avis sur les questions. Ceux de gauche, c'est-à-dire Daumig et Stöcker, exprimèrent l'opinion que l'U. S. P. doit s'affilier immédiatement à la 3^e Internationale. Ceux de droite, c'est-à-dire Dittmann et Crispian, dirent qu'ils ne voyaient pas de grande différence dans les principes importants ou les questions théoriques entre leur point de vue et celui de la 3^e Internationale, mais se plaignirent que « l'expression actuelle des thèses suscite une différence d'opinion ». Parlant de l'exclusion des social-traitres du Parti, Dittmann donna cours à une théorie particulière de « tolérance », complètement imprégnée de préjugés petits-bourgeois sur « la liberté de pensée ».

Zinoviev et Radek répondirent. Le premier formula l'attitude de l'Internationale Commu-

niste envers l'U.S.P. de la manière suivante :
« Sans vous si vous ne voulez pas vous joindre à nous ; avec vous si vous le voulez ; contre vous si vous entrez en lutte avec nous ».

Deux séances du C.E. furent consacrées au mouvement ouvrier italien. A la première, la question de l'élimination des opportunistes du Parti socialiste italien fut discutée. Ceci ne provoqua pas de controverse. Une partie des camarades italiens, dont Serrali, se prononça pour l'élimination suivant une méthode appropriée, et dès que de « bonnes raisons » en donneront l'occasion. Comme résultat de cette séance, un appel aux travailleurs italiens fut voté.

A la seconde séance, qui eut lieu le 26 août, fut discutée la position de l'Union Syndicale Italienne. Après une discussion approfondie le C.E. décida d'accepter l'Union Syndicale Italienne dans les rangs de la 3^e Internationale et de confier au bureau le soin de prendre des mesures pour la fusion rapide de toutes les forces communistes actuelles d'Italie.

Les séances du C.E. des 8 et 10 août furent consacrées aux mouvements britannique et américain. Au regard de celui-ci, le C.E. a décidé la fusion du Parti Communiste unifié et du Parti Communiste en un seul parti. La fusion des groupes et partis communistes britanniques fut également décidée. Zinoviev, qui parla sur cette question, souligna qu'entre les partis et groupes communistes britanniques les désaccords n'existent que sur des questions de tactique. En conclusion, après la discussion, quand, il faut le signaler, les camarades britanniques eurent voté séparément, tous, sans exception, votèrent la résolution, et il fut décidé qu'un seul Parti Communiste doit être établi en Angleterre. Afin de décider de cette question, un Congrès doit être convoqué comprenant tous les groupes communistes de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Afin de réaliser l'unité de direction politique complète du mouvement communiste international, le C.E. a décidé de dissoudre tous

les bureaux politiques de l'Internationale Communiste ayant existé jusqu'ici, et de les remplacer par des camarades autorisés et mandatés, directement responsables devant le C.E.

Aux dernières séances du C.E. furent entendus les rapports des camarades arrivés à Moscou après le Congrès, dont celui du représentant de la gauche de l'I.S.P., celui du délégué du Parti Communiste espagnol, celui du délégué du Luxembourg, etc.

Le C.E. fit appel aux marxistes de la gauche social-démocrate tchéco-slovaque et aux groupes communistes de Tchéco-Slovaquie.

Cet appel déclare que le C.E. a pris en considération que la fraction marxiste de gauche s'efforça de défendre et de propager les principes de la 3^e Internationale dans les rangs du prolétariat social-démocrate. Cette tactique est en accord avec les premières résolutions du C.E.; mais celui-ci considère comme un

devoir impératif de mettre en garde contre la dilution de la politique communiste impliquée dans le mot d'ordre « tout pour l'unité du Parti ». De ce point de vue, l'Internationale Communiste ne peut reconnaître comme correcte la déclaration d'approbation d'un gouvernement de coalition par la fraction parlementaire des marxistes de gauche. En outre, certains points de la déclaration en ce qui concerne la conduite tactique des marxistes de gauche au Parlement ne sont pas en harmonie avec la tactique parlementaire de l'Internationale Communiste.

Le C.E. attend des groupes communistes de Tchéco-Slovaquie qu'ils s'efforcent de former un Parti Communiste centralisé avec les marxistes de gauche de la social-démocratie.

La conclusion de l'appel est que le C.E. salue avec joie le développement du mouvement ouvrier révolutionnaire en Tchéco-Slovaquie.

La Conservation de la Santé en Russie Soviétiste

I. Conditions générales du travail du Commissariat de l'hygiène publique

Le Commissariat de l'hygiène publique, créé par le décret du Conseil des Commissaires du peuple le 21 juillet 1918, a dressé au mois de juillet 1919 le bilan de son travail annuel.

Les conditions extérieures défavorables dans lesquelles s'accomplit le travail des Commissariats du Peuple, se répercutèrent visiblement sur l'appareil le plus sensible destiné à protéger ce que l'homme a de plus cher : sa vie et sa santé. Le lourd héritage qui nous fut légué par le régime capitaliste et par la guerre impérialiste, tout en entravant l'œuvre de création soviétiste, pesait très lourdement sur l'organisation médicale et sanitaire. Les difficultés rencontrées dans l'approvisionnement, la désorganisation économique, le blocus de la Russie des Soviets par les impérialistes, la guerre civile, — tout cela contrecarrait péniblement les mesures prises en vue de prévenir les maladies et de les guérir. Il est difficile de mettre en œuvre des mesures sanitaires préventives quand l'alimentation insuffisante affaiblit l'organisme humain et le prédispose aux maladies, quand la population manque des objets les plus indispensables à l'accomplissement des prescriptions élémentaires de l'hygiène ; ou d'organiser un traitement médical rationnel, lorsque, grâce au blocus maintenu par les « alliés » nous sommes privés des médicaments les plus indispensables, et que les difficultés dans l'approvisionnement ali-

mentaire ne nous permettent pas d'organiser de traitement diététique.

Et néanmoins, l'état sanitaire de la Russie Soviétiste est en ce moment tout aussi bon et même bien meilleur que celui des territoires limitrophes, se trouvant sous le joug des gardes blancs « gouverneurs suprêmes » de pays abondamment approvisionnés et largement pourvus en produits de toutes sortes, en médicaments et en personnel médical. Cet été, la Russie Soviétiste n'eut presque pas de cas de choléra ; tandis que dans la satrapie de Dénikine, le choléra, comparable à un large torrent, fit d'importants ravages. La Russie Soviétiste vint, cet été, presque complètement à bout de l'épidémie de typhus. En Sibérie, en Oural, dans les territoires que nous libérons de Koltchak le typhus fait rage ; les prisonniers de l'armée de Koltchak sont presque tous infectés de maladies épidémiques. Nous avons supporté facilement l'épidémie de grippe espagnole, bien plus facilement même que l'Europe Occidentale ; l'épidémie de choléra de l'année écoulée fut relativement courte, et seule l'épidémie de typhus revêtit l'hiver passé un caractère assez sérieux. Les raisons qui font que nous avons lutté avec suffisamment de succès, en dépit de conditions difficiles, contre les épidémies et les maladies, ces satellites inévitables de la boucherie impérialiste — consistent dans les méthodes nouvelles appliquées par le Pouvoir Soviétiste.

Les épidémies, de tout temps et en tout lieu, exercent surtout leurs ravages parmi les pauvres, parmi les classes laborieuses. Le Pouvoir Soviétiste est le pouvoir des travailleurs. En défendant les

intérêts de la classe déshéritée il protège du même coup la santé du peuple. L'abolition de l'exploitation capitaliste donna la possibilité d'établir le règlement de la protection sanitaire du travail : elle permit de recourir aux mesures les plus efficaces pour la protection de la maternité et de l'enfance ; l'abolition de la propriété mobilière et foncière permit de résoudre équitablement la question des logements ; le monopole du pain eut pour résultat de permettre en premier lieu la répartition des réserves disponibles aux classes laborieuses ; la nationalisation des pharmacies permit de distribuer également et économiquement les maigres réserves de médicaments, en les arrachant des mains des spéculateurs, etc... On peut dire que nul autre pouvoir dans les difficiles circonstances actuelles n'aurait pu avoir raison des obstacles incommensurables et apparemment invincibles qui existaient dans le domaine de la protection de la santé publique. Toutefois, il est encore une circonstance qui facilita notre travail dans ces conditions, c'est la concentration de tout le service médical dans les mains d'un seul organe dûment autorisé : le Commissariat de l'hygiène publique. Un seul organe avait été créé qui mena la lutte selon un plan unifié avec la plus grande économie de forces et de moyens. Cet organe vint remplacer le travail désordonné et fractionné des institutions diverses, les agissements mal combinés de plusieurs organes qui s'occupaient de la santé du peuple. La science et la pratique médicale démontraient depuis longtemps la nécessité d'une pareille centralisation du travail en un seul organe compétent. Ce sujet fut surtout débattu très vivement avant la guerre dans des ouvrages spéciaux russes et internationaux. Ainsi le médecin français Mirman écrivait dès 1913 dans *l'Hygiène* : « Très souvent il arrive qu'un préfet s'intéresse à la santé publique et veuille se rendre utile. Désireux d'acquiescer l'appui du gouvernement, il doit à Paris visiter tous les ministères et s'entretenir avec tous les chefs de service d'une dizaine d'administrations. Il faut une grande persévérance pour ne pas abandonner la route, pour ne pas jeter le manche après la cognée, tant on finit par être désespéré par toutes ces formalités. Il s'agit surtout (continue Mirman) de la lutte contre les maladies sociales, la tuberculose et l'alcoolisme, par exemple. Voyons dans quel département ministériel peut être préparée, commencée et organisée la lutte contre la tuberculose. Elle dépend actuellement : du ministère du Travail (logements à bon marché, assurance mutuelle, hygiène des ateliers et des magasins), du ministère de l'Agriculture (hygiène de l'alimentation et analyse du lait), du ministère de l'Intérieur (prescriptions sanitaires aux communes et désinfection), du ministère de l'Instruction publique (inspection médicale des écoles). Lorsque le gouvernement sera interpellé sur les mesures qu'il compte entreprendre pour la défense de la race contre son ennemi le plus acharné, — quatre ministres devront prendre part aux débats (sans compter l'armée, la marine et les colonies) ; bref, par suite de la distribution des services de l'hygiène publique entre les différents ministères et administrations, il n'y a personne parmi les membres du gouvernement qui soit directement responsable de l'hygiène et de

la santé publique. L'organisation d'un ministère de l'Hygiène publique mettra de l'ordre dans ce chaos et créera un système au lieu de l'arbitraire actuel ».

Cette centralisation de l'œuvre médicale fut réalisée en Russie par le décret du gouvernement Soviétiste du 21 juillet 1918. Ce décret créa « le Commissariat de l'Hygiène publique » nanti de tous les droits d'un ministère indépendant et comprenant les sections suivantes : Section sanitaire-épidémiologique, Section des traitements médicaux, Section pharmaceutique, Section des fournitures médicales et générales, Section de la lutte contre les maladies sociales (maladies vénériennes, prostitution et tuberculose), Section de la protection de l'enfance (inspection sanitaire des écoles, soins spéciaux aux enfants anormaux, organisation de la culture physique, etc...), Section des services sanitaires militaires et des voies de communication, etc...

L'administration pratique de toute l'œuvre médico-sanitaire se trouve entre les mains des organisations ouvrières des Soviets de Députés Ouvriers et Députés de l'Armée Rouge. Toutes les mesures sanitaires fondamentales se réalisent avec le concours énergique des organisations ouvrières (rapelons, par exemple, les travaux connus de la Commission, travaux ayant rendu les plus inappréciables services dans la liquidation du choléra et du typhus).

Telles sont les causes fondamentales, créatrices de nouvelles conditions dans l'œuvre sanitaire et médicale et qui, en dépit des conditions extérieures particulièrement pénibles, facilitent le travail. Dans le chapitre suivant, nous donnerons un aperçu sommaire du travail du Commissariat. Ici, nous comparerons, à titre d'exemple concret, l'organisation médico-sanitaire de la ville de Moscou d'avant la révolution d'octobre avec cette même organisation dans son état actuel, après deux années d'existence du Pouvoir Soviétiste.

	Etat actuel :	Etat actuel :
Nombre des lits d'hôpitaux (exclusivement à l'usage de la population civile)	près de 8.000	près de 22.000
Lits sanitaires	" 100.000	" 1.500.000
Ambulances	" 15.000	" 46.000
Médecins sanitaires..	" 20.000	" 31.000
Adjoints de ces médecins	(il n'y en avait pas)	" 50.000
Médecins inspecteurs de l'alimentation..	près de 10.000	" 20.000
Médecins sanitaires des écoles.....	" 31.000	" 37.000
etc.		

Il faut y ajouter les nouvelles organisations médico-sanitaires créées par le Pouvoir Soviétiste à l'usage de la population la plus pauvre ; assistance gratuite à domicile (cette question fut à l'ordre du jour pendant 10 ans et avant le mois d'octobre 1917, elle se trouvait encore à l'état de discussion). Actuellement, 80 médecins et près de 160 infirmières sont occupés à cette assistance et sont répartis dans les différents quartiers de la ville ; il faut aussi citer des postes de secours pour les cas urgents et dans ce but des services

permanents de médecins et d'automobiles sanitaires ont été institués. Mentionnons encore la lutte récemment entreprise contre la tuberculose et la syphilis, en tant que maladies sociales ; une action importante, destinée à populariser les connaissances sanitaires : une assistance gratuite et largement organisée pour les traitements dentaires (10 ambulances avec 25 fauteuils) ; la mise à la portée de la population de l'assistance psychiatrique (traitements au moyen de rayons) ; la gestion des pharmacies nationalisées, ainsi que la bonne répartition de leurs produits, etc...

Et cette énumération d'exemples n'épuise pas encore tout ce qui fut nouvellement créé par le Pouvoir Soviétiste à Moscou dans le domaine de l'hygiène publique au cours d'une existence de deux années. Ce qui vient d'être mentionné, se rapporte à la quantité. Quant à la qualité, — elle a été égalisée du fait qu'on a fait disparaître l'usage qui divisait la médecine en deux classes : celle dite « de premier ordre » pour les riches et de « troisième ordre » pour les pauvres.

Les meilleurs spécialistes de Moscou reçoivent maintenant les malades dans les hôpitaux de la ville ; et l'on peut affirmer qu'il n'y a pas un grand spécialiste, — docteur ou professeur, — auquel un habitant quelconque de la capitale soviétiste ne puisse s'adresser pour un conseil gratuit.

Cette aide médicale est organisée de façon semblable, mais naturellement sur une autre échelle, dans toutes les autres villes.

C'est ainsi que le Pouvoir Soviétiste sut organiser l'œuvre médico-sanitaire au cours des deux années écoulées, au milieu de conditions essentiellement défavorables.

II. Une année de travail

Le développement du travail du Commissariat de l'Hygiène publique, son œuvre organisatrice et la lutte menée contre les épidémies, qui se succédaient, ont été simultanés. L'été dernier, une tourmente de grippe espagnole s'abattit sur toute la Russie. On envoya en divers endroits des commissions à l'effet d'étudier cette maladie encore peu connue, aussi bien que pour la combattre efficacement ; toute une série de conférences scientifiques, furent organisées et des enquêtes furent menées sur place. Comme résultat de ces études on put constater la parenté de la grippe espagnole avec l'influenza (grippe) ; des ouvrages spéciaux furent édités traitant de cette maladie sous une forme scientifique et populaire.

L'épidémie de grippe espagnole passa très vite et relativement bien. Beaucoup plus longue et beaucoup plus difficile fut la lutte contre l'épidémie de typhus, qui prit une grande extension surtout pendant l'hiver de 1918-1919. Il suffit de dire, que jusqu'à l'été 1919, près d'un million et demi de personnes furent atteintes de cette maladie. Cette épidémie ayant été prévue, le Commissariat de l'Hygiène publique ne fut pas pris au dépourvu. Dès l'automne de 1918, une série de consultations avec les représentants des sections locales et avec les spécialistes bactériologues avait lieu ; on esquaissa le plan de la lutte qui permit d'envoyer en province des instructions précises. On sou-

mit à la ratification du Conseil des Commissaires du Peuple un décret sur les mesures à prendre pour la lutte contre le typhus. Des réunions scientifiques furent organisées en même temps que des expériences étaient tentées avec application d'un sérum pour prévenir et traiter le typhus. On édita de nombreuses brochures scientifiques, des livres populaires et des feuilles concernant le typhus. L'épidémie de choléra qui s'était sensiblement propagée en été et en automne 1918 et qu'on attendait en 1919 ne prit pas cette année d'extension considérable, malgré le danger direct de contamination qui nous venait des troupes de Dénikine où sévissait le choléra. Comme mesures préventives on purifia l'eau potable (chlorification), en même temps que les vaccinations anticholériques se faisaient sur une plus vaste échelle.

Enfin, un décret sur la vaccination obligatoire fut promulgué et confirmé par le Conseil des Députés du Peuple le 10 avril 1919, comblant ainsi une lacune capitale de notre législation sanitaire. Ce décret eut pour but de prévenir une épidémie de petite vérole qui menaçait de se développer en 1918-1919 ; pour compléter ce décret, on élaborades instructions pour les institutions locales, des règlements sur l'entretien des étables pour l'élevage des jeunes veaux destinés à la préparation du vaccin. On assigna près de 5 millions 1/2 pour réaliser ce décret et près de 5 millions de vaccins furent distribués contre la petite vérole.

Il était matériellement impossible, dans notre République isolée de l'Europe, de se procurer des vaccins médicaux et des sérums. Le Commissariat de l'Hygiène publique nationalisa promptement tous les instituts bactériologiques importants, aussi bien que les étables où étaient élevés les veaux destinés à la préparation du vaccin ; des étables spéciales furent créées (notamment dans le gouvernement de Saratoff) ; on les munît de tout le nécessaire, on élargit leur travail ; l'approvisionnement de ces institutions en matériel nécessaire, fut centralisé, organisé en sorte que, lors des épidémies, le pays ne manqua ni de sérum, ni de vaccin.

Il faut surtout souligner, que toute la lutte pratique contre les épidémies se faisait sur de nouveaux principes, à savoir, sur les principes de la participation directe de toute la population et avant tout, des masses ouvrières et paysannes. Même les correspondants des journaux bourgeois, séjournant en Russie, durent reconnaître que le Pouvoir Soviétiste luttait contre les épidémies d'une façon toute nouvelle, en mobilisant pour cela toute la population. Des services irremplaçables et inestimables furent rendus lors de la lutte contre les épidémies par les commissions, surnommées « commissions ouvrières », composées des représentants de Syndicats, de Comités de Fabriques et d'Usines et d'autres organisations prolétariennes et paysannes. Les Commissions Ouvrières, affectées aux sections du Commissariat de l'Hygiène publique, veillaient activement au maintien de la propreté, prenaient des mesures énergiques pour l'organisation des bains de vapeur et des buanderies à l'usage de la population, facilitaient la possibilité de se procurer de l'eau bouillante pendant l'épidémie de choléra et travaillaient à la propagande sanitaire.

Le Commissariat de l'Hygiène publique, afin de prêter un appui financier à ses collaborateurs sur les lieux — assigna aux Comités Exécutifs locaux pour la lutte contre les épidémies 292 millions de roubles du 1^{er} octobre 1918 au 1^{er} octobre 1919.

En vue de prévenir le développement des maladies et des épidémies — le Commissariat prenait soin de la surveillance sanitaire de l'eau, de l'air et du sol ; il élaborait et appliquait des mesures en conséquence, s'occupait de questions d'hygiène alimentaire, etc... Les soins concernant les logements destinés à la population laborieuse eurent ici une importance particulière. Le Commissariat de l'Hygiène publique fit accepter par le Conseil des Commissaires du Peuple le décret sur l'inspection sanitaire des habitations, prépara des inspections et des règlements relatifs aux logements et organisa des cours pour la préparation d'inspecteurs de logements.

Tout le travail anti-épidémique et sanitaire, était mené parallèlement à la propagande sanitaire la plus énergique, au sein des masses populaires ; des brochures furent éditées, à Moscou et en province ; des musées d'Hygiène sociale et des expositions sur la conservation de la santé furent organisés. Un institut scientifique de l'Hygiène publique est en cours de préparation pour être ouvert et le sera très prochainement. On étudiera dans cet institut les questions scientifiques sanitaires d'hygiène et de lutte contre les maladies contagieuses.

Dans le domaine des traitements médicaux, le Commissariat s'occupa l'année passée, de centraliser toutes les institutions médicales disséminées jusqu'alors dans les divers ministères et départements. Malgré toutes les conditions défavorables au développement de ce genre de traitement ce dernier fut organisé d'après un système uniforme, et en plusieurs endroits non seulement s'en soufrit pas, mais au contraire, s'améliora et s'élargit ; on fit beaucoup, en particulier, pour obtenir des traitements médicaux gratuits et accessibles à tous.

La lutte contre les maladies vénériennes et contre la tuberculose fut l'objet d'une attention particulière du Commissariat de l'Hygiène publique : il créa des organes spéciaux en province, ouvrit des ambulances ou des hôpitaux pour les malades, intensifia la production des préparations spéciales pour le traitement de la syphilis (plus de 60 kilogrammes de 606 furent employés), accrut le nombre de sanatoria au centre aussi bien qu'en province pour combattre la tuberculose, organisa dans plusieurs endroits des ambulances (dispensaires) et prêta une attention particulière à la tuberculose infantile. Mais le point capital fut l'entreprise sur une vaste échelle de l'œuvre de propagande sanitaire, qui donna la possibilité d'établir un lien vivant avec les organisations ouvrières, ce qui est d'une très grande importance dans la lutte contre les maladies sociales. Dénikine nous coupa des principales villes d'eau du Sud ; toutes les autres villes d'eau, Lipetz, Staraja-Roussa, Eltonc, Sergievsk, etc., furent largement fréquentées par les travailleurs. Là, où auparavant les bourgeois se soignaient contre l'obésité et contre les conséqueu-

ces de la débauche, là où ils brûlaient leur vie par les deux bouts — les ouvriers et les paysans de la Russie Soviétiste, trouvent maintenant refuge et soulagement.

On sait que la Russie recevait tous ses médicaments de l'étranger (surtout d'Allemagne). Nous n'avions presque pas d'industrie pharmaceutique. On comprend, aisément, dans quelle situation catastrophique la Russie Soviétiste fut mise par le blocus impérialiste. Le Commissariat de l'Hygiène publique nationalisa promptement l'industrie et le commerce pharmaceutiques et sauva, grâce à cette mesure, les provisions pharmaceutiques du pillage et de la spéculation. En collaboration avec le Conseil Supérieur de l'Economie nationale, on organisa rapidement de nouvelles fabriques, où la production des médicaments fut intensifiée. Les remèdes furent réquisitionnés par dizaines et par centaines de kilogrammes chez les spéculateurs. Le dépôt central du Commissariat de l'Hygiène publique envoya en province, rien que pour la population civile, au cours de 10 mois (septembre 1918-juin 1919), pour 24 millions et demi de médicaments, pour 9 millions de matériel de pansement, pour 1 million et demi d'instruments chirurgicaux, presque pour 1 million de toutes sortes de matériel pour traitement des malades, pour 1 million et demi de vaccins et de sérums, pour 300.000 roubles d'appareils de Röntgen, etc. Et chaque mois, la livraison des fournitures s'accroît.

Le service militaire sanitaire dans cette guerre, à la différence des autres, fut organisé sur de nouvelles bases. Le pouvoir d'Etat ayant adopté pour principe la création d'une médecine organisée sur un plan uniforme, devait logiquement inclure le service sanitaire militaire dans l'organisation générale du Commissariat de l'Hygiène publique, en retirant les services sanitaires militaires du ressort immédiat et exclusif des organes de l'Administration militaire, comme il en avait été jusque-là. Par une telle organisation, une direction uniforme de toute l'œuvre médico-sanitaire de la République est assurée par le Commissariat de l'Hygiène publique. Un front sanitaire unique se crée dans le pays, ce qui est indispensable surtout pour l'accomplissement systématique des mesures anti-épidémiques.

Une pareille structure donna la possibilité de sauver l'armée des ravages des maladies épidémiques qui régnaient dans le pays (le typhus de famine, le typhus abdominal, le typhus récurrent, la petite vérole, la dysenterie, le choléra et autres maladies) et cela malgré les conditions générales extrêmement difficiles de la période transitoire que nous traversons. Il y eut dans l'armée 20 à 30 cas de choléra, les cas de typhus de famine atteignent, avant l'automne, un maximum de 4 à 5 % dans toute l'armée, les cas de dysenterie 0,01 %, de typhus récurrent près de 1/2 %. Le service de santé militaire se trouva en état de préparer un grand nombre de lits de malades, bien pourvus matériellement, dont le pourcentage, par rapport aux effectifs de l'armée rouge, est de 1 pour 7. Tous les points d'évacuation possédant plus de 2.000 lits de malades disposent d'hôpitaux ou de sections pour les différents genres d'assistance spé-

ciale. Le principe de l'utilisation des médecins selon leur spécialité se réalise de jour en jour.

Tous les points d'évacuation sont pourvus de laboratoires chimico-bactériologiques. Presque tous disposent d'un cabinet pour traitement par rayons Röntgen.

Les mesures sanitaires-hygiéniques générales sont appliquées d'une façon régulière.

La campagne de vaccination pour la préservation du choléra et du typhus égala, sous le rapport du pourcentage, les résultats de la campagne 1914-1917.

Pour le traitement des soldats atteints de maladies vénériennes, il y a 11 hôpitaux spéciaux avec 4.630 places ; de plus, dans 49 hôpitaux, des sections pour ces malades sont installées ; un traitement d'ambulance a été créé pour les vénériens et la Première Ambulance modèle du Département militaire pour le traitement des maladies cutanées et vénériennes a été ouverte. Afin de lutter contre la propagation des maladies vénériennes, une campagne active est menée, au moyen de projections lumineuses, pour faire connaître la nature et les dangers de ces maladies.

Pour la première fois, l'assistance dentaire est largement organisée dans l'armée. Il a été ouvert dans les circonscriptions militaires 68 ambulances pour le traitement dentaire et 62 sur le front. De plus, des ateliers spéciaux sont créés pour la préparation des rateliers. La centralisation de toute l'œuvre médico-sanitaire dans un seul commissariat spécial et autonome permet d'organiser rationnellement le travail du traitement médical et le travail sanitaire dans l'armée sans porter un préjudice tant soit peu considérable aux intérêts de la population civile. Ce principe fut si largement réalisé que, même pendant la mobilisation du personnel médical, les intérêts de la population civile furent attentivement observés et les travailleurs indispensables du corps médical furent exemptés du service à l'armée. Près de 25 % des médecins furent ainsi libérés dans les cas où on les reconnaissait indispensables.

Le nombre des médecins mobilisés et envoyés au front donne un médecin sur 300 ou 400 soldats de l'armée rouge.

L'œuvre de propagande sanitaire est l'objet d'une attention particulière. Dans tous les organes d'administration militaire sanitaire ont été introduites des sections ou des personnes chargées de l'éducation sanitaire des corps de troupes. On distribue une grande quantité de littérature de propagande sanitaire, on organise des cours, des conférences populaires, ainsi que des expositions sanitaires et hygiéniques mobiles et permanentes. On procède sur une large échelle à la préparation du personnel médical subalterne et secondaire, principalement des sœurs de charité et des infirmières rouges.

La conservation de la santé des enfants n'occupe nulle part une place plus prépondérante que dans la Russie Soviétique. Non seulement les médecins mais toute la population est conviée à cette œuvre. Un Conseil de la Conservation de la santé des enfants fut créé au mois de novembre 1917. Il fut composé de médecins du Commissariat de l'Hygiène publique et de représentants des organisa-

tions prolétariennes (des syndicats, des Comités de fabriques et d'usines), de l'Union de la Jeunesse Communiste et des représentants des masses laborieuses.

L'intérêt pour la conservation de la santé des enfants se renforça beaucoup parmi les médecins et pédagogues grâce aux deux congrès russes de l'hygiène sanitaire des écoles (au mois de mars et au mois d'août). Partout, — non seulement au centre, mais aussi dans les villes provinciales, — s'ouvrirent des sous-sections pour la conservation de la santé infantile, sous-sections rattachées aux sections de l'hygiène publique de gouvernements et en majeure partie aux sections de district.

Le travail de la conservation de la santé infantile se divise en trois branches principales : 1° inspection sanitaire dans toutes les institutions enfantines, dans les écoles, dans les garderies, dans les écoles maternelles, dans les crèches, etc. ; 2° culture physique ; 3° classification des enfants d'après l'état de leur santé et leur répartition parmi les institutions médico-pédagogiques (les écoles forestières et les écoles auxiliaires, les colonies pour les enfants moralement défectueux, etc.).

Afin que toutes les tâches concernant la conservation de la santé des enfants, tâches que se pose la République Soviétique, soient accomplies d'après un plan défini, on organisa au centre, près de la Section, douze institutions modèles médico-pédagogiques servant à faire connaître en province l'élaboration scientifique et pratique des questions et des mesures sur la conservation de la santé infantile. En octobre 1918, un institut de culture physique avec écoles expérimentales (urbaines et suburbaines) fut ouvert pour les enfants physiquement et moralement bien portants. Cet institut est un laboratoire du travail de l'enfance et d'exercices physiques (sport et gymnastique) et en même temps un instructeur de l'éducation ouvrière socialiste des jeunes générations. Toutes les expériences sur les écoliers sont faites auprès de cet institut où s'élabore pratiquement les processus du travail dans l'école unique du travail de la Russie Soviétique. Des cours d'instructeurs d'éducation physique y sont aussi donnés.

Les ambulances (des écoles) infantiles sont des organes d'enquêtes sur les enfants ainsi que des organes de traitement. Ces ambulances classent les enfants dont l'état nécessite un traitement ou un allègement du programme d'éducation : a) les enfants malades sont placés dans des hôpitaux et dans des écoles-sanatoriums ; b) les enfants faibles et tuberculeux sont dirigés sur des écoles en plein air (écoles forestières, écoles de steppes) ; c) une autre partie est envoyée dans des écoles auxiliaires et dans des colonies médico-éducatrices. Là où il y a suffisamment d'éléments, les soins dentaires sont donnés dans des ambulances spéciales pour enfants. Dans une ambulance spéciale, les enfants tuberculeux sont examinés par un groupe de médecins (groupe de la lutte contre la tuberculose). Dispensaires : on y étudie la vie de famille de l'enfant prolétarien en même temps qu'on lui donne les soins qu'il nécessite en alimentation (des clubs-réfectoires sont installés à cet effet), en vêtements, en chaussures, en médicaments, huile de foie de morue, etc.

La Section de la Conservation de la santé de l'enfance prend pour principe immuable de son action qu'aucun enfant tombé malade ne doit rester sans recevoir une direction pédagogique dans une institution correspondante médico-pédagogique. Toutes les institutions destinées à la lutte contre la défectuosité physique (surdité, cécité), intellectuelle et morale, sont réunies autour d'un centre général — l'Institut de l'Enfant débile et retardataire. Cet institut possède une section d'observation expérimentale et cinq autres institutions, à savoir : une école auxiliaire pour les légers degrés de défectuosité intellectuelle, une école-hôpital pour les degrés profonds de défectuosité intellectuelle, une école-sanatorium pour les enfants psychologiquement malades et les enfants névrosés, une colonie médicale et d'éducation et un institut de sourds-muets. Des médecins et des pédagogues spécialistes enseignent, dans ces institutions, aux futurs pédagogues l'éducation des enfants anormaux.

Pour la première fois dans le monde entier et uniquement dans la Russie Soviétique, il fut décrété, dès le début de 1918, que les enfants âgés de moins de 18 ans ayant transgressé la loi, ne peuvent être reconnus criminels, bien que pouvant être socialement dangereux et même nuisibles à la société. Ces enfants sont les tristes victimes des conditions anormales d'autrefois, de la société bourgeoise et n'ont besoin que d'une rééducation. Les délits de ces délinquants-mineurs ne peuvent être jugés par des juges ordinaires, et ne doivent être soumis — exclusivement — qu'à la Commission pour les délinquants-mineurs avec la participation obligatoire d'un médecin psychiatre et d'un pédagogue, ayant les mêmes droits que les représentants de la justice. De pareilles Commissions avec un personnel d'éducateurs-inspecteurs à domicile sont actuellement créées partout, tant dans les villes de gouvernements que dans les villes de districts. Des points de distribution et d'évacuation sont placés auprès de ces Commissions. Les enfants-délinquants sont, de ces points, rendus à leurs parents ou envoyés dans des colonies médicales et d'éducation. En général, comme toutes les autres institutions médico-pédagogiques, les établissements pour les enfants débiles et retardataires sont ouverts dans les villes de gouvernements et dans les villes de districts.

Actuellement sont ouvertes dans beaucoup de villes de gouvernements : des ambulances infantiles (des écoles), des écoles auxiliaires et des colonies pour les enfants moralement défectueux. Les écoles forestières et les écoles-sanatoriums se rencontrent plus rarement. L'ambulance infantile (des écoles) représente le type de l'institution médico-pédagogique le plus répandu dans les villes de district.

De quelle façon peut-on réaliser la conservation de la santé des enfants dans la période de crise alimentaire que traverse la Russie en ce moment ? La Section de la Conservation de la Santé infantile attachée au Commissariat de l'Hygiène publique, porta dès son origine, la plus sérieuse attention à la solution de cette question. Au commencement de l'année 1918, le premier convoi des enfants de Petrograd était dirigé, par les soins de cette section sur des colonies. La Section partit de ce principe que dans les conditions urba-

nes, il fallait avant tout assurer la nourriture de l'enfant, et le placer ensuite dans des conditions hygiéniques. Trois commissariats ont été appelés à collaborer à cette grande tâche par le pouvoir soviétique, ce sont : le Commissariat de l'Instruction Publique, le Commissariat de l'Approvisionnement et le Commissariat de l'Hygiène publique (organisation des réfectoires diététiques pour les enfants malades et en convalescence après maladies graves). Le Conseil des Commissaires du Peuple institua l'alimentation infantile gratuite par son décret du 17 mai 1919. L'alimentation gratuite des enfants au-dessous de 16 ans est en vigueur dans les deux capitales et dans les rayons industriels des gouvernements non producteurs. Ce décret donna naissance à la répartition socialiste des produits entre les enfants. Mais sans attendre ce décret, la Section de la Conservation de la Santé de l'enfance avait reçu 50.000.000 de roubles en 1919 pour l'alimentation gratuite des enfants.

Au mois de novembre 1918 la Section obtint à cet effet, le prélèvement d'un impôt spécial.

Si l'on donne un coup d'œil rétrospectif sur ce qui avant la révolution avait été fait en Russie pour la conservation de la santé de l'enfance, on peut dire que tout se résumait à rien ou presque rien. Le budget de l'Etat ne possédait même pas de paragraphe spécial. Après la révolution, le jeune pays socialiste se mit avec énergie à organiser cette action nouvelle. Au cours de deux années, au centre aussi bien qu'en province, on reconnut la nécessité de la conservation la plus minutieuse de la santé des enfants. Ce résultat fut atteint en dépit des conditions difficiles créées par la désorganisation économique. La santé de l'enfance doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes — voilà le principe de la Russie Soviétique, et il n'est pas moins cher aux ouvriers qu'aux paysans. L'Etat Ouvrier et Paysan porte au plus haut degré la conservation de la santé de l'enfance, se rendant compte parfaitement que les jeunes communistes sont le gage de la future Russie Socialiste — et que seule, une génération saine de corps et d'esprit peut préserver les conquêtes de la Grande Révolution Socialiste de Russie et amener le pays à une complète réalisation du régime communiste.

N. SEMACHKO.





LITTÉRATURE ==
== COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Sadoul</i>	0 50
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i> ..	4 "
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviets</i>	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i>	1 25

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le cent 37 50

Jean Brécot

La Grande Grève de Mai 1920

(Préface de Pierre Lemont)

Une forte brochure, indispensable à ceux qui suivent attentivement le mouvement ouvrier. Historique réfutant sans réplique les calomnies répandues contre les « extrémistes » par les dirigeants félons de la C.G.T. Prix : 1 franc.

L'Avant-Garde

ouvrière et communiste

Organe officiel du Comité de l'Internationale
Communiste des Jeunes

Bi-mensuel : 4 pages, 20 centimes

NOTRE SOUSCRIPTION

27^e Liste

Aulas, 1 fr.; Galy (Le Havre), 5 fr.; Carré (Le Havre), 5 fr.; Liste n° 162, 32 fr. 75; Un bolchevik, 3 fr.; Liste n° 233, 17 fr.; Liste n° 234, 22 fr.; Liste n° 235, 10 fr.; Corolleur, 10 fr.; Citoyenne Jarry, 2 fr.; En achetant des brochures, 2 fr. 50; Un communiste espagnol, 5 fr.; Bonnet, Toulouse, 5 fr.; Un lecteur du *Bulletin* et de la *Revue*, 10 fr.; Léonard (Bordeaux), 10 fr.; Pour l'écrasement de Wrangel, 5 fr.; Liste n° 302, 25 fr.; Un coopérateur révolutionnaire, 3 fr.; Citoyenne J. D., 5 fr.; Une camarade 11^e Section, 5 fr.; Olive, 2 fr.; Liste n° 177, 39 fr.; X... (Châteaurenard), 5 fr.; Un membre des Jeunesses Communistes, 1 fr.; Amédée Puech, 7 fr.; Liste n° 274, 41 fr. 50; Eugène Trouvé (2^e versement), 10 fr.; Listes n°s 168 et 169, versé par Jarry, 81 fr.

Total de la 27 ^e liste.....	369 75
Total des listes précédentes.....	8.380 05
Total général.....	8.749 80

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)

Le Gérant : R. APERCE